



Funded by
the European Union



TUBEHONEZA

Projet d'Appui à la Résilience Communautaire
dans le BUYENZI (PRARECOM)

Rapport d'évaluation finale indépendante

Juillet 2022

Réalisé par :

NSHIMIRIMANA Emmanuel: Expert Principal et Chef d'équipe

MWARURO Donat: Consultant Secondaire

CIZA Denis: Expert en Finance Rurale



People for development



Vétérinaires
Sans Frontières
Dierenartsen
Zonder Grenzen



“This publication has been produced with the assistance of the European Union. The contents of this publication are the sole responsibility of AVSI Foundation and can in no way be taken to reflect the views of the European Union.”

TABLE DES MATIÈRES

1.	INTRODUCTION	1
2.	RESUME ANALYTIQUE	2
3.	RESULTATS DE L'EVALUATION (CORPS PRINCIPAL DU RAPPORT)	6
3.1.	PERTINENCE	6
	3.1.1. Alignement du projet aux politiques / stratégies sectorielles du Burundi	
	3.1.2. Les interventions du projet répondent aux besoins des bénéficiaires	
	3.1.3. Conclusion et niveau d'appréciation	
3.2.	EFFICACITE	8
	3.2.1. Qualité et niveau d'atteinte des indicateurs de l'objectif spécifique et des résultats	
	3.2.2. Performance de la mise en œuvre du projet pour atteindre les résultats attendus	
	3.2.2.1. Composante sécurité alimentaire (R1)	
	3.2.2.2. Composante nutrition (R2)	
	3.2.2.3. Composante cohésion sociale (R3)	
	3.2.3. Conclusion et niveau d'appréciation	
3.3.	EFFICIENCE	28
	3.3.1. Planification de la répartition budgétaire	
	3.3.2. Adéquation de la planification du projet par rapport à l'approche EFICC	
	3.3.3. Inadéquation entre certains coûts engagés et les produits engendrés	
	3.3.4. Conclusion et niveau d'appréciation	
3.4.	IMPACT	31
	3.4.1. Changements générés ou influencés par le projet	
	3.4.2. Conclusion et niveau d'appréciation	
3.5.	COHERENCE	33
	3.5.1. Coordination interne du projet	
	3.5.2. Intégration de différentes interventions du projet	
	3.5.3. Collaboration avec les services techniques étatiques	
	3.5.4. Conclusion et niveau d'appréciation	
3.6.	DURABILITE	36
	3.6.1. Appropriation des acquis par les institutions sectorielles locales	
	3.6.2. Autonomisation/ capacité des structures promues	
	3.6.3. Conclusion et niveau d'appréciation	
3.7.	VALEUR AJOUTEE	39
	3.7.1. Innovations dans divers secteurs	
	3.7.2. Conclusion et niveau d'appréciation	
3.8.	CONCLUSION	40
3.9.	LEÇONS APPRISES	41
3.10.	RECOMMANDATIONS	42

ANNEXES

ANNEXE 1 – TERMES DE REFERENCE – VOIR DOCUMENT SEPARÉ EN PDF

ANNEXE 2 – OUTILS DE COLLECTES DE DONNÉES

ANNEXE 3 – LISTE DES PERSONNES ET ORGANISATIONS CONSULTÉES

ANNEXE 4 – LISTE DE LA LITTÉRATURE ET DES DOCUMENTS CONSULTÉS

ANNEXE 5 – LISTE DES LIEUX VISITÉS

ANNEXE 6 – LISTE DES ABREVIATIONS

1. Introduction

Le Projet d'Appui à la Résilience Communautaire dans le Buyenzi (PRARECOM, en sigle) est l'un des projets du programme TUBEHONEZA financé par l'Union Européenne. Il est mis en œuvre par le consortium dénommé constitué de 3 ONG internationales à savoir AVSI, VSF-B et CI.Be où AVSI joue le rôle de chef de fil. Il a comme objectif global de contribuer au renforcement durable de la résilience de la population de la zone d'action. Son objectif spécifique est d'améliorer la situation de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la cohésion sociale dans les communes d'intervention.

Le PRARECOM est exécuté dans la région naturelle du Buyenzi, plus précisément dans les provinces de Ngozi (communes Gashikanwa et Mwumba) et Kayanza (communes Muruta, Matongo, Butaganzwa et Kayanza) et ses principales interventions couvrent au total 36 collines à raison de 6 collines par commune exception faite pour le volet nutrition qui touche l'ensemble des collines des 6 Communes et qui s'étend sur les 37 collines de la Commune Kabarore. Celle-ci a été ajoutée après car la province Ngozi qui devrait bénéficier des appuis en matière de nutrition était couverte par d'autres intervenants.

Le groupe cible est constitué par les bénéficiaires directs suivants : (i) les individus plus vulnérables (les femmes, les jeunes désœuvrés et les paysans sans terre, les retournés volontaires et les déplacés internes), (ii) les ménages ou exploitants agricoles et (iii) les organisations de producteurs. L'effectif total prévu de ces bénéficiaires est de 231.046 personnes dont 173.285 personnes (soit 75%) issues des ménages pauvres ou très pauvres. Les 25% restant sont constitués par des bénéficiaires moyens ou aisés. Les 4 catégories des ménages de la zone d'action (très pauvres, pauvres, moyens et aisés) ont été définies suivant les critères de pauvreté préalablement convenus. Dans les 36 collines de concentration des activités, le projet prévoyait de cibler 6.000 ménages pour bénéficier d'un paquet d'appui multisectoriel, tandis que pour l'ensemble des 120 collines des 6 communes d'intervention, 120.000 enfants de moins de 5 ans et 2.160 femmes allaitantes ou enceintes bénéficieraient des actions de lutte contre la malnutrition et 1.512 bénéficiaires mèneraient des activités spécifiques (sous forme de HIMO).

Le montage du projet prévoit que CI.be met en œuvre les activités liées à la production agricole, l'accès au crédit/épargne, les travaux HIMO, les latrines AKASUGA et le développement des plans de contingence. Celles liées à la production animale et le renforcement des OP à travers la construction des hangars sont confiées à VSF-B. Enfin, AVSI développe les activités liées à la nutrition et la cohésion sociale. Le projet s'appuie sur des prestataires de services (ONG locales) pour la mise en œuvre de toutes ces activités (Caritas Ngozi avec CI.be, UCODE-AMER avec VSF, APEDEC et CEJP avec AVSI) à l'exception des activités de nutrition exécutées directement par AVSI. Au départ, le projet était conçu pour une durée de 3 ans à partir du 1er août 2018 jusqu'au 31 juillet 2021. Mais, à la suite du retard de démarrage des activités sur terrain, une prolongation de 12 mois a été accordée pour finaliser les activités restantes jusque fin juillet 2022. Le montage du projet, prévoit également une évaluation finale externe en fin de la phase d'exécution et c'est dans ce cadre que la présente évaluation a été organisée. Elle est réalisée par une équipe indépendante de trois consultants.

Cette évaluation a été marquée par trois phases principales: (i) phase préparatoire (réunion introductive avec le Coordonnateur du PRARECOM et son équipe, acquisition et analyse des documents et élaboration des outils de collecte de données sur terrain); (ii) phase terrain (visite de différentes réalisations et entretiens avec différentes parties prenantes à savoir les responsables des 3 ONGs, les équipes qui ont mis en œuvre le projet, les services techniques étatiques à différents niveaux, et les bénéficiaires dans les 2 provinces d'intervention du projet) et (iii) phase relation (analyse des données collectées, rédaction du rapport et atelier de restitution). Le présent rapport a été rédigé sur base de l'analyse des données disponible au sein du projet, des résultats de différentes consultations réalisées avec les parties prenantes et des visites de certaines réalisations dans certaines communes d'intervention.

Les consultants tiennent à remercier vivement la coordination du projet et ses partenaires au niveau national, provincial, communal et collinaire pour leur accueil et leurs contributions pour la réussite de cette mission.

2. Résumé analytique

Pertinence – niveau d’appréciation 5 - Satisfaisant

Le projet est aligné avec le Plan National de Développement 2018-2027 et aux politiques et stratégies sectorielles : (i) le premier résultat (composante sécurité alimentaire) s’aligne parfaitement à la Stratégie Nationale Agricole 2018-2027 ; (ii) le deuxième résultat (nutrition et WASH) s’aligne avec la Politique Nationale de Santé 2016-2025 pour le volet nutrition et à la Stratégie Sectorielle du ministère de l’Hydraulique, de l’Énergie et des Mines pour le volet WASH ; et (iii) le troisième résultat (cohésion sociale) s’aligne à la « Politique Nationale Genre du Burundi 2012-2025 ».

En outre, les trois résultats du projet sont alignés avec les plans communaux de développement (PCDC) et répond globalement aux besoins des communautés locales des deux provinces.

Efficacité – Niveau d’appréciation 4 – Plutôt satisfaisant

Les données disponibles en rapport avec les indicateurs de l’objectif spécifique existent au niveau national (programme Tubehoneza) et non sur la zone du projet. Bien que les cibles soient atteintes à 66,6% au niveau national, il n’est pas possible d’en dégager le taux d’atteinte au niveau projet.

Pour les résultats, 77% des indicateurs ne renseignent pas les niveaux d’atteintes de ces premiers mais sur les niveaux d’efficacité ou d’exécution des activités. Par rapport aux indicateurs et cibles tels que définis dans le cadre logique, les cibles ont été atteints pour 57,14% des indicateurs pour le R1, 66,6% pour le R2 et de 100% pour le R3.

Les résultats de l’analyse des performances des réalisations pour aboutir à des produits qui contribuent dans la réalisation des résultats attendus ou qui sont en train d’y contribuer montre les constats suivants :

Pour la sécurité alimentaire (i) le projet a permis l’augmentation de la production agricole et des rendements des exploitations des ménages. Cette augmentation est le résultat combiné de l’application des techniques agricoles (essentiellement le semis en ligne et l’usage raisonné des fertilisants organique et des engrais), l’augmentation de la fumure organique (par acquisition des animaux distribués ou achetés via des crédits ASSEC) ; (ii) globalement les semences distribuées n’ont pas données de rendements satisfaisants ; (iii) la multiplication des semences n’a pas donné des résultats satisfaisants, les plus faibles performances sont observées pour la pomme de terre pour laquelle le taux de conversion des plançons distribués en plançons certifiés est négatif ; (iv) les animaux distribués ont de faibles taux de mortalité mais leur taux de reproduction est très faible ; (v) le niveau d’efficacité de la production des poussins par rapport à la cible est très faible mais le centre de Muruta (Kayanza) est en train d’atteindre de bonnes performances avec un taux d’éclosion situé entre 70% et 80% ; (vi) les boutiques d’intrants appuyées sont fonctionnelles mais la valeur des intrants disponible est inférieur à celle des intrants distribués, elles ont permis plus d’accès des éleveurs aux médicaments vétérinaires mais n’ont pas influencé leurs prix ; (vii) Sur les 14 entreprises appuyées par le projet, 11 sont en bonne direction de performance (soit 77,6%) ; (viii) les hangars construits par le projet sont très solides mais sont sous-exploité, ne sont pas adaptés pour la conservation des plançons de pomme de terre qui exigent plus d’aération et le modèle de structuration pour leur gestion n’est pas approprié ; (ix) les ASSEC sont bien fonctionnels et offrent des services financiers à leurs membres, ce qui leur a permis d’initier des activités génératrice de revenu, de répondre à leurs besoins familiaux les plus importants (alimentation, frais de santé, frais de scolarité) et d’investir (achat des animaux d’élevage, achat des parcelles, amélioration de l’habitat). Cependant, beaucoup d’ASSEC ne sont pas encore capable de fonctionner d’une manière autonome et dépendent toujours des agents villageois ; (x) les travaux HIMO ont été de faible envergure et ont été réalisés avec retard, ce qui n’a pas permis de connecter cette activité à celle des ASSEC.

Pour la nutrition : (i) les interventions du projet ont permis une réduction progressive des taux de MAG, au début du projet (1er dépistage), le taux de MAG dans les communes variait entre 8% et 9%, à la fin du projet (7ème dépistage), ces taux varient entre 2% et 3% ; les chefs de collines ont joué un rôle important dans la collecte des vivres. Toutefois, les aliments collectés n’ont jamais été suffisant les grandes contraintes de

l'organisation des FARN reste l'insuffisance des vivres à laquelle s'ajoute le temps assez important que les ML et ASC y consacrent en qualité de bénévoles ; (ii) les sources aménagées sont bien fonctionnelles mais jugées trop peu par rapport aux besoins immenses ; (iii) les toilettes écologiques AKASUGA sont globalement bien construites et bien appréciées, seulement tous les bénéficiaires n'ont pas bénéficié des formations sur l'utilisation des urines comme fertilisant organique et dans certaines localités, les dimension d'implantation dépassent celles couvertes par trois tôles distribuées par ménage.

Pour la cohésion sociale : (i) l'alphabétisation a été techniquement très bien faite et les taux de réussite sont très satisfaisants (90,7%), toutefois l'effet de cette activité sur la cohésion sociale n'est pas perceptible et le projet n'a pas documenté cet aspect ; (ii) des leaders communautaires ont réalisé beaucoup de séances de sensibilisation et mis en place des centres d'écoute. Il a été constaté qu'il n'y a pas de corrélation entre le niveau de sensibilisation et le nombre de cas reçu dans les centres d'écoute (exemple de Butaganzwa où le pourcentage des personnes sensibilisée est de 3% alors que celui des cas reçus dans le centre est de 41% du total) ; le nombre de cas reçu dans les centres d'écoute reste petit, moyenne de 5 cas par mois et par commune, les affaires pénales représentent 84% et les cas résolus en médiation représente 86,4% ; (iii) 25 plans collinaires de gestion des risques de catastrophes ont été élaborés très tardivement vers la fin du projet et n'étaient pas encore mis en œuvre au moment de la clôture.

Efficienne – Niveau d'appréciation 3 - Mitigé

La répartition du budget est équilibrée entre les organisations membres du consortium et très logique entre les volets et activités du projet, le budget alloué aux activités représente 63% et le volet sécurité alimentaire qui comprend beaucoup d'investissement représente 70% des coûts réservés aux activités. Le projet a connu un retard cumulé de 12 mois mais qui a été récupéré par une extension sans coûts additionnel. Pendant toutes ces périodes de retards et d'arrêt des activités, le projet continuait à payer certains coûts fixes notamment ceux relatifs aux salaires du personnel, aux frais de location des bureaux.

La planification du projet n'est pas en adéquation avec l'approche EFICC promue par le projet dans le secteur de sécurité alimentaire, en termes de durée (3 ans alors que l'approche exige plus ou moins 8 ans en 2 phases dont la première d'au moins 5 ans), du nombre de bénéficiaires par rapport aux ressources humains disponibles (6.000 ménages dont l'encadrement est supervisé par 6 techniciens agronomes).

Pour pas mal de réalisations, il y a inadéquation entre des coûts engagés et les produits engendrés, notamment : (i) pour la multiplication des semences, les taux de certification des semences produites sont très faibles pour le maïs et la pomme de terre (43 et 27%) et le taux de conversion est négatif pour la pomme de terre ; (ii) des semences et matériels de plantation achetés et distribués aux bénéficiaires mais qui n'ont pas occasionné de la production escomptée (boutures de manioc, plants de bananiers distribués tardivement dans certaines localités de la province Kayanza, des semences distribuée sen saison 2022A, des plants fruitiers distribués avec retard dans certaines localités, etc.) ; (iii) des hangars communautaires construits en durs mais qui sont sous-exploités ; (iv) des plans collinaires de gestion et prévention des risques de catastrophes mais pas mis en œuvre ; (v) des vélos neufs achetés et distribués mais qui n'ont pas été fonctionnels ; (vi) des faibles performances des centres de production des poussins : on a investi pour produire 36.000 poussin et on est arrivé à 7.392 (20,5%) et (vii) de l'instabilité au sein du personnel des organisations de mise en œuvre (BADEC et AVSI).

Impact – Niveau d'appréciation 3 - Mitigé

Les données disponibles en rapport avec indicateurs de l'objectif global sont du niveau national et seul le volet nutrition dispose des données au niveau provincial sur un seul des 4 indicateurs. Dans ce volet, le projet a eu un impact très important au niveau du taux de MAG (2,8%) par rapport à celui du niveau national (7,1%). La mission d'évaluation a constaté certains changements dans la vie des ménages bénéficiaires qui pourront avoir des répercussions dans leurs communautés. Il s'agit notamment de : (i) l'amélioration des rendements des produits agricoles dans beaucoup d'exploitations familiales ; (ii) l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et la réduction des suspensions de sorcellerie dans certaines localités à cause des connaissances acquises en matière nutritionnelle à travers les FARN ; (iii) l'amélioration du pouvoir

économique et la réduction de l'état de vulnérabilité de pas mal de ménages membres des ASSEC et (iv) la création des emplois mêmes si c'est encore à petite échelle.

Cohérence – Niveau d'appréciation 3 - Mitigé

Existence d'un comité de suivi qui se réunit régulièrement et dont les membres représentent toutes les ONGs membres du consortium, mais pas de cadre de coordination établis entre les différentes organisations prestataires de services, bien qu'ayant des facilités de communication (un seul bureau pour tout le personnel). Absence de coordination dans la gestion des données du projet et il n'y a pas de manuel de suivi-évaluation. On note une grande cohérence dans l'articulation des résultats et une bonne complémentarité thématique et géographique. Cependant, on déplore un manque de synergie dans la mise en œuvre sur terrain. Les volets sont exécutés comme si c'étaient des projets différents, même à l'intérieur des volets, pas mal d'interventions sont déconnectées.

Il n'y a pas eu de cadre organisé qui guide la collaboration avec les acteurs étatiques, il revenait à chaque organisation d'organiser cela à sa convenance. Ainsi, le niveau de collaboration dépend d'une organisation à une autre bien qu'exécutant le même projet. AVSI et UCODE ont très bien collaboré respectivement avec BPS de Kayanza et les services de production animale des BPEAE ; BADEC a collaboré avec le niveau provincial des services de production végétale des BPEAE et les moniteurs agricoles mais pas assez avec les techniciens agronomes des communes et des zones ; la CEJP n'a pas collaboré avec les CDFC, APEDEC a collaboré avec les DCE (Direction Communale de l'Éducation) au lieu des CDFC : institutionnellement l'alphabétisation fait partie des missions des CDFC et non des DCE.

Durabilité – Niveau d'appréciation 4 – Plutôt satisfaisant

Certaines réalisations du projet ont été bien appropriées par des institutions étatiques locales et sont dans la bonne voie de continuation. C'est le volet nutrition (dépistage de masse) et la gestion des chaînes de solidarité des animaux distribués. Pour les autres interventions, il n'y a pas d'appropriation institutionnelle.

La plupart des structures / acteurs intermédiaires mis en place ont été suffisamment formés et responsabilisés qu'ils vont continuer à opérer à des degrés divers. Il s'agit : (i) des agents villageois pour les ASSEC ; (ii) des ML pour le volet nutrition ; (iii) des ACSA et les comités de chaîne de solidarité communautaire pour le volet élevage ; (iv) des paysans relais pour le volet agriculture ; et (v) un centre de production des poussins.

Cependant, d'autres structures ou acteurs mis en place n'ont pas pu développer des capacités pouvant les permettre de continuer après projet. Il s'agit de : (i) des comités de gestion des hangars ; (ii) des multiplicateurs des semences, (iii) leaders communautaires et les alphabétiseurs du volet cohésion sociale et un centre de production des poussins.

Valeur ajoutée – Niveau d'appréciation 5 - Satisfaisant

Pas mal de réalisation du projet se sont montrées innovantes dans le contexte local de la zone d'intervention. Il s'agit de : (i) la fabrication de la fumure organique par compostage bien qu'elle n'ait pas été suffisamment adoptée ; (ii) l'introduction de deux centres de production des poussins dont un est en train d'afficher de bonnes performances ; (iii) l'introduction de la vaccination du porc dans les deux provinces de Ngozi et Kayanza, qui est en même temps pionnière dans le pays ; (iv) l'introduction des toilettes écologiques « AKASUGA » ; (v) le modèle de gestion des ASSEC jugé plus transparent et sécurisant pour leurs membres ; (vi) la mobilisation des autorités locales dans la mobilisation des aliments pour les FARN et (vii) le modèle des fours améliorés qui économise le bois tout en évacuant les fumées à l'extérieur de la maison sans contaminer son intérieur.

Leçons apprises

Au terme de cette évaluation, les leçons apprises qui ont été dégagées sont les suivantes :

- La production à grande échelle des poussins avec des couveuses fabriquées artisanalement par des Burundais est possible ;

- Les activités intégrées réalisées d'une manière intégrée (dirigées vers les mêmes communautés et les mêmes ménages) sont plus susceptibles de provoquer plus de changements ;
- Le respect des principes (ou conditions) des approches promues est une condition essentielle au succès du projet ;
- L'approche ASSEC est un outil efficace de changement d'autonomisation et d'éducation communautaire ;
- La concordance de la nature du projet à sa durée et à la quantité des réalisations conditionne son succès. C'est un projet de développement qui a été planifié comme un projet humanitaire ;
- Il n'est pas facile de réussir dans le secteur semencier en appuyant un seul maillon de la chaîne.

Recommandations

Étant donné que le projet est en train de clôturer, les recommandations suivantes sont adressées pour la formulation et la mise en œuvre des projets futures :

- Tous les trois volets du projet (sécurité alimentaire, nutrition, cohésion sociale) sont importants et ensemble constituent un grand facteur de résilience communautaire. Il est important de continuer des projets dans ce sens mais pour s'attendre à des changements réels et durables, il faudrait que les interventions soient effectivement intégrées et prenant comme point d'entrée les ASSEC. Plus concrètement, on recommande de bâtir tout sur les groupes ASSEC : commencer à initier des ASSEC et puis introduire d'autres volets progressivement après au moins leur premier cycle.
- Afin de renforcer la responsabilité et la redevabilité, il serait plus rentable qu'une seule organisation intervienne dans une localité et sur les mêmes bénéficiaires, si non psychologique l'encadrement par plusieurs acteurs peut être un facteur de déstabilisation et de désorientation ;
- Il serait plus productif de considérer la commune comme unité géographique d'intervention : si on intervient dans une commune, il vaut mieux couvrir toutes ses collines au lieu de travailler dans plusieurs communes avec quelques collines par commune ;
- Autant qu'il sera permis au niveau politique / coopération, il sera plus rentable d'impliquer avec un niveau de participation suffisant dans toutes les étapes du projet (planification, exécution et suivi-évaluation) les ressources des secteurs étatiques disponibles.

3. Résultats de l'évaluation (corps principal du rapport)

Les chapitres suivants présentent l'analyse de la performance du projet, en se servant des critères d'évaluation retenus dans les TDR. La performance est évaluée à partir des constats opérés par l'équipe d'évaluation, en portant une appréciation à travers une cotation de 1 à 5 traduisant le niveau de satisfaction comme suit : **1-Niveau insuffisant, 2-Niveau plutôt insuffisant, 3-Niveau mitigé, 4-Niveau plutôt satisfaisant, 5-Niveau satisfaisant.**

3.1. Pertinence

3.1.1. Alignement du projet aux politiques / stratégies sectorielles du Burundi

Le projet est aligné avec le Plan National de Développement 2018-2027. Ce dernier, qui a succédé au CSLP II (Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté 2ème génération) 2012-2017, repose sur 16 axes d'intervention dont 6 sont en alignement avec les volets du projet. Il s'agit des axes suivants: (i) l'axe 1 : Développement de l'agriculture, élevage et renforcement de la sécurité alimentaire ; (ii) l'axe 2 : Développement des Infrastructures notamment celles permettant d'améliorer l'accès aux services d'eau potable, l'accès aux services d'assainissement de base et la gestion des sous-secteurs en eau potable et assainissement de base ; (iii) l'axe 4 : Amélioration des performances et de la collaboration dans le domaine de la santé, notamment à travers la lutte contre la malnutrition ; (iv) l'axe 6 : Développement du secteur de la protection sociale, notamment à travers l'amélioration des conditions de vie socio-économique des personnes vulnérables et des sinistrés dans le cadre de la résilience communautaire renforcée ; (v) l'axe 11 : Changements et gestion des risques climatiques et (vi) l'axe 14 : Sécurité et défense nationale, notamment à travers la prévention des risques et gestion des catastrophes.

En outre, les différents résultats du projet s'alignent avec les politiques ou stratégies sectorielles correspondantes :

Résultat 1 | Sécurité alimentaire: *« Les principes de base de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, qualité, stabilité) sont renforcés via l'appui en intrants agricoles, activités génératrices de revenu, transfert monétaire conditionnel, activités liées à l'épargne et au crédit, la réduction des risques dus aux catastrophes, système d'alerte précoce, etc.»*

Ce résultat du projet s'aligne parfaitement à la Stratégie Nationale Agricole (SAN) 2018-2027. La SAN présente trois axes stratégiques d'intervention dont le premier concerne l'accroissement durable de la production agricole, animale et halieutique ; notamment à travers : (i) L'exploitation rationnelle et optimale des ressources naturelles en particulier la terre et les ressources en eau ; (ii) la redynamisation de l'encadrement agro-sylvo-pastorale ; (iii) l'amélioration du système d'approvisionnement en intrants et amendements agricoles ; (iv) la professionnalisation des producteurs et développement des initiatives privées, renforcement, structuration et appuis aux organisations des producteurs ; (v) la maîtrise des maladies et ravageurs ; (vi) le développement de la résilience aux changement climatique notamment par la mise en place d'un système d'alerte précoce et (vii) la lutte contre la malnutrition à travers la production, le contrôle et la diffusion d'aliments riches en nutriments.

Résultat 2 | Nutrition et WASH: *«La disponibilité des moyens et services permettant aux ménages ruraux de prévenir et soigner la sous-nutrition chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de 5 ans est assurée via des pratiques familiales essentielles et équipements communautaires/individuels en eau - hygiène – assainissement, etc.»*

Au point de vue nutritionnelle, le résultat du programme s'aligne avec la Politique Nationale de Santé (PNS) 2016-2025. Le PNS comprend trois objectifs généraux dont le premier est de « Contribuer à la réduction de

l'ampleur (incidence, prévalence) et de la gravité (morbidité, mortalité, handicaps, invalidités) des maladies et des problèmes de santé prioritaires (y compris la malnutrition) ». Cet objectif général repose sur 5 domaines prioritaires dont le 4ème est la « Lutte contre la malnutrition » qui vise notamment : (i) la réduction de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans et (ii) la réduction de la malnutrition chez la femme en âge de procréer, surtout la femme enceinte ou la femme allaitante.

En ce qui concerne l'eau et assainissement, le résultat du programme s'aligne à la Stratégie Sectorielle du ministère de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines pour la mise en œuvre du PND (Plan National de Développement). Cette politique comprend trois secteurs dont le premier est « le secteur eau potable et assainissement de base » et qui repose sur 2 objectifs stratégiques suivants: (i) Améliorer l'accès aux services d'eau potable dont le résultat visé est que le taux d'accès à une source d'eau améliorée des ménages au niveau national atteigne 97% en 2027 ; et (ii) Améliorer l'accès aux services d'Assainissement de Base qui vise à ce que le taux d'utilisation des toilettes améliorées passe de 39,4% en 2016 à 87% en 2027 au niveau national.

Résultat 3 | Cohésion sociale: *«La préservation du tissu communautaire est assurée grâce à la participation de toutes les parties prenantes dans les initiatives de gestion de conflits et de réduction des risques à travers des structures de médiation au niveau communautaire, la prévention des violences sexuelles et basées sur le genre, etc.».*

A travers ce résultat, le projet s'aligne à la « Politique Nationale Genre du Burundi 2012-2025 ». Cette politique repose sur 6 orientations stratégiques dont la deuxième qui vise « l'amélioration du statut social et culturel de la femme dans la famille et dans la société ». Il est prévu que cette orientation stratégique se réalise à travers une série d'objectifs spécifiques dont celui de contribuer à la réduction des violences basées sur le genre.

3.1.2. Les interventions du projet répondent aux besoins des bénéficiaires

Il n'y a pas eu d'enquêtes préalables spécifiques lors de l'élaboration du projet, mais des documents de planification locale (au niveau des communes) et des rapports d'études thématiques réalisées lors du montage ou de démarrage du projet peuvent servir de référence.

Lors de la mission, des PCDC de 3 communes sur 6 bénéficiaires du projet (soit 50%) ont été consultés et tous ont des axes et des programmes d'intervention incluant les 3 volets du projet. Il s'agit des PCDC (3ème génération 2018-2023) des communes Muruta, Matongo et Gashikanwa.

3.1.3. Conclusion et niveau d'appréciation

Le projet est pertinent – niveau 5 – Satisfaisant

Le projet est aligné avec le Plan National de Développement 2018-2027 et aux politiques et stratégies sectorielles : (i) le premier résultat (composante sécurité alimentaire) s'aligne parfaitement à la Stratégie Nationale Agricole 2018-2027 ; (ii) le deuxième résultat (nutrition et WASH) s'aligne avec la Politique Nationale de Santé 2016-2025 pour le volet nutrition et à la Stratégie Sectorielle du ministère de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines pour le volet WASH ; et (iii) le troisième résultat (cohésion sociale) s'aligne à la Politique Nationale Genre du Burundi 2012-2025 ».

En outre, les trois résultats du projet sont alignés avec les plans communaux de développement (PCDC) et répond globalement aux besoins des communautés locales des deux provinces.

3.2. Efficacité

3.2.1. Qualité et niveau d'atteinte des indicateurs de l'objectif spécifique et des résultats

Comme déjà annoncé, le projet s'inscrit dans le programme « résilience – Tubehoneza » qui comprend plusieurs projets. Tous ces programmes ont le même objectifs spécifique et les mêmes résultats et les mêmes indicateurs.

L'objectif spécifique vise l'amélioration de la sécurité alimentaire, la nutrition et la cohésion sociale et a trois indicateurs suivants : (i) % de ménages avec un score d'adaptation alimentaire acceptable ($rCSI \leq 4$) ; (ii) % de femmes en âge de procréer ayant un score de diversité alimentaire minimum acceptable ; (iii) % d'enfants âgés de 6 à 23 mois ayant un score d'apport alimentaire minimum acceptable. Les données disponibles, récoltées au niveau du programme, montrent que 2 indicateurs sur 3 (le 1er et le 3ème) ont atteint les cibles. Cependant, ces données restent de niveau national et ne renseignent pas sur les provinces du projet. En outre, tous ces indicateurs sont relatifs à la sécurité alimentaire et la nutrition, il n'y a pas d'indicateurs sur la cohésion sociale.

Pour atteindre cet objectif, le programme compte trois résultats et chacun contient une série d'indicateurs et le projet dispose des valeurs spécifiques pour renseigner le niveau d'efficacité. La plupart des indicateurs ne renseignent pas réellement sur l'atteinte des résultats mais beaucoup plus sur les produits de réalisation des activités. Les commentaires y relatifs sont résumés dans le tableau qui suit.

Résultat 1 - Les principes de base de la sécurité alimentaire (**disponibilité, accessibilité, qualité, stabilité**) sont renforcés via l'appui en intrants agricoles, activités génératrices de revenu, transfert monétaire conditionnel, activités liées à l'épargne et au crédit, la réduction des risques dus aux catastrophes, système d'alerte précoce, etc.

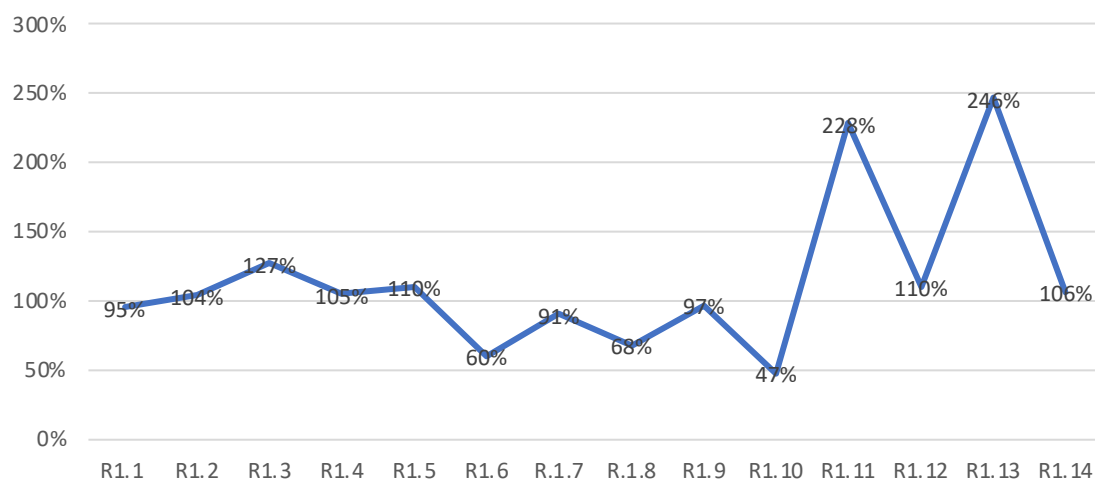
Indicateurs	Commentaires
1) % des ménages ciblés ayant augmenté les rendements des principales cultures	Cet indicateur peut partiellement renseigner sur la disponibilité
2) % des ménages ayant augmenté leur capital économique (biens de consommation, animaux, épargne, etc.)	Cet indicateur peut renseigner sur la stabilité
3) % de ménages touchés appliquant au moins 70% des pratiques agro-sylvo-pastorales améliorées vulgarisées	Ceci traduit l'efficacité des activités (produit) et non le résultat
4) Nombre d'associations d'épargne-crédit créés/renforcées	Ceci traduit l'efficacité d'activité (produit) et non du résultat
5) % de couverture des besoins alimentaires par la production	Ceci peut traduire l'accessibilité
6) % de ménages bénéficiaires répondant aux critères suivants : protection antiérosive complète de l'espace mise en valeur de l'exploitation, adoption d'une culture noyau, usage d'un fertilisant organique	Ceci traduit l'efficacité des activités
7) Augmentation du % de ménages disposant d'un noyau d'élevage d'au moins 4 caprins ou 2 porcs pour la production du fumier ou 10 poules	Ceci traduit l'efficacité des activités

8) Augmentation de la productivité numérique des animaux	Ceci peut traduire partiellement mais fait partie du deuxième indicateur (capital économique)
9) Taux de mortalité	Ceci traduit l'efficacité de l'activité
10) Quantité des produits vivriers stockés dans les hangars de stockage / an	Ceci peut renseigner sur la disponibilité
11) % des membres des ASSEC ayant développé une AGR leur assurant un revenu complémentaire permanent (environ 4 000 membres ASSEC prévus)	Ceci peut renseigner sur la stabilité
12) % de ménages appuyés par le projet qui disposent et utilisent un foyer amélioré	Ceci traduit l'efficacité de l'activité
13) Nombre cumulé de prêts accordés par les ASSEC à la fin du projet, dont au moins 40% accordés à des femmes, pour une valeur totale dépassant les 100 000 €	Ceci traduit l'efficacité de l'activité
14) Nombre de journées de travail offert aux plus vulnérables par l'approche HIMO dont 50% pour les femmes	Ceci traduit la quantité d'activité (indicateur d'activité)

Sur les 14 indicateurs, seulement 5 (soit 35,7%) peuvent renseigner sur 3 principes de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité et stabilité), aucun ne renseigne sur la qualité et les autres sont plutôt des indicateurs d'efficacité de la réalisation des activités (ou des produits).

Par rapport aux indicateurs tels que formulés, le projet a atteint un très haut niveau d'efficacité. En effet, 57,14% des indicateurs (8 sur les 14) ont atteint les cibles à au moins 100% et seulement 21,4% des indicateurs n'ont pas atteint 70% (3 sur 14) des cibles planifiées. Les niveaux d'atteinte de cibles par indicateur sont donnés dans le graphique qui suit. Les 3 indicateurs n'ayant pas atteint 70% de cibles sont respectivement en rapport avec l'adoption des bonnes pratiques agricoles, la productivité numérique des animaux et les quantités des produits vivriers stockés. Pour ce dernier, le niveau atteint de la cible est le plus bas (47%).

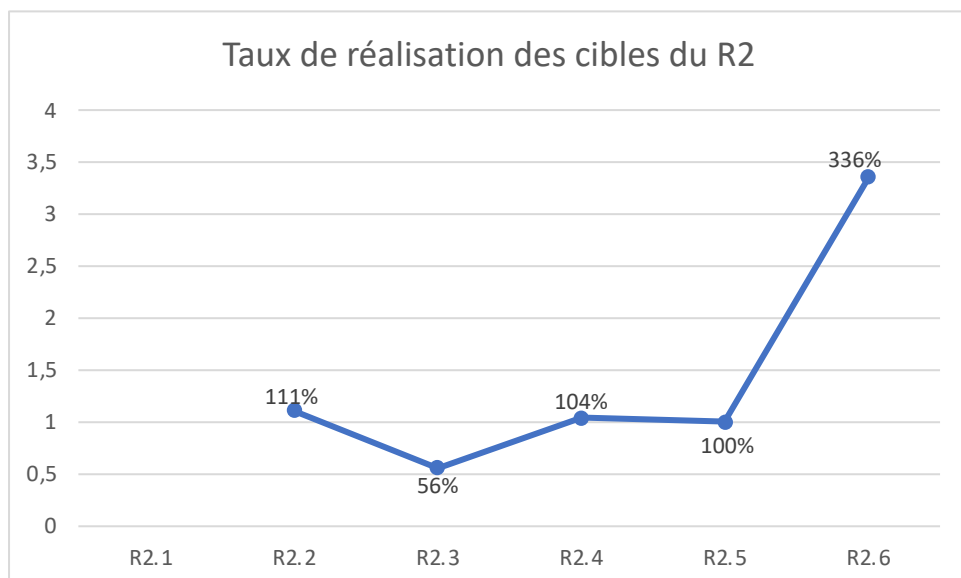
Taux d'atteinte des cibles du R1



Résultat 2 - La disponibilité des moyens et services permettant aux ménages ruraux de prévenir et soigner la sous-nutrition chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de 5 ans est assurée

Indicateurs	Commentaires
1) % de ménages touchés appliquant au moins 5 des 7 pratiques familiales essentielles	Peut renseigner sur le résultat mais ces pratiques ne sont ni clarifiées, ni mesurées
2) % des ménages ayant un accès à de l'eau potable (source améliorée, adduction, etc.)	Dans le contexte du projet, ceci traduit l'efficacité de l'activité de réhabilitation / construction des sources d'eau potable
3) % des ménages ayant accès à une latrine améliorée	Dans le contexte du projet, cet indicateur traduit la quantité de réalisation de l'activité d'introduction des latrines AKASUGA
4) % d'enfants de moins de 5 ans dépistés	Ceci traduit la quantité d'activité
5) % d'enfants de moins de 5 ans malnutris aigus référés au centre de santé le plus proche	Ceci traduit la quantité d'activité
6) % de ménages bénéficiaires appuyés par le projet qui possèdent un jardin potager pour la production de légumes	Ceci traduit la quantité d'activité

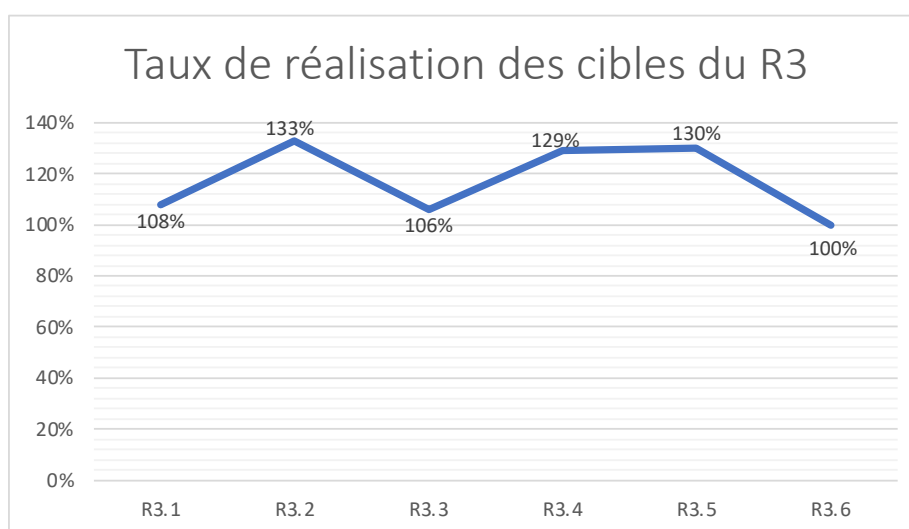
Aucun indicateur sur les 6 (soit 0%) ne traduit clairement le niveau d'atteinte du résultat tel qu'il est formulé. Sur base des indicateurs formulés et des cibles correspondantes planifiées, le niveau d'efficacité est très élevé. En effet, 66,6% des indicateurs ont atteint au moins 100% des cibles ; un seul indicateur n'a pas atteint 60% de la cible (en rapport avec l'accès à une latrine améliorée). Un indicateur (soit 16,6%) n'a pas de données et il n'est pas possible d'analyser le niveau d'atteinte de la cible. Il s'agit de l'indicateur relatif à l'application des pratiques familiales essentielles (non connues dans les documents du projet). Les niveaux atteints des cibles de différents indicateurs sont représentés dans la graphique suivante.



Résultat 3 - La préservation du tissu communautaire est assurée grâce à la participation de toutes les parties prenantes dans les initiatives de gestion des conflits et de réduction des risques.

Indicateurs	Commentaires
1) Nombre de personnes clés bénéficiaires participant aux activités d'échanges communautaires sur la résolution pacifique des conflits	Ceci traduit l'efficacité d'activité
2) % de conflits analysés par les structures de médiation par rapport aux cas soumis	Indicateur pouvant traduire la réduction des conflits communautaire, il le traduirait davantage s'il s'agissait du % des conflits résolus
3) Nombre de personnes ayant bénéficié d'informations sur la prévention et réponse des violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG)	L'indicateur traduit l'efficacité de l'activité
4) Taux de réussite des alphabétisants	Ceci traduit l'efficacité de l'activité
5) Taux de participation des femmes dans les organes de prise de décision des OP	Cet indicateur n'a pas de lien direct avec le résultat tel qu'il est formulé. En outre, il n'est pas associé à une quelconque activité
6) Nombre de plans communautaires de gestion des risques de catastrophes élaboré au niveau des collines (sur 36 collines)	Ceci traduit l'efficacité de l'activité

Le résultat tel qu'il est formulé est difficile à mesurer et à établir des indicateurs spécifiques ; il est en effet difficile de se représenter ce que représente réellement « le tissu communautaire ». Il a été constaté qu'un seul indicateur sur les 6 (soit 16,7%) peut renseigner sur ce résultat. En considérant le niveau de réalisation des indicateurs tels que formulés (plus des indicateurs de réalisation d'activités), on constate une très forte efficacité car tous les indicateurs ont atteint les cibles planifiées à au moins 100%. Le graphique suivant montre les niveaux atteints par indicateur.



3.2.2. Performance de la mise en œuvre du projet pour atteindre les résultats attendus

Cette partie analyse si les activités réalisées et leurs approches ont réellement abouti à des produits qui contribuent dans la réalisation des résultats attendus ou sont en train d'y contribuer. Les analyses portent sur les données existantes (fournies par le projet) et les informations collectées sur terrain auprès de différentes parties prenantes.

3.2.2.1. Composante sécurité alimentaire (R1)

Activité 1 - Promouvoir l'approche EFICC au niveau des ménages

Les ménages ont été renforcés en plusieurs techniques agricoles notamment (i) la lutte antiérosive à travers le traçage des courbes de niveau et la plantation des herbes fixatrices et l'agroforesterie ; (ii) l'utilisation des fosses à compost pour la production et la gestion du fumier ; (iii) l'utilisation des semences de qualité et des techniques phytotechniques adaptées (semi en ligne, respect des écartements, le sarclage, tuteurage, etc.) et (iv) l'utilisation raisonnée de l'engrais chimique en combinaison avec la fumure organique.

L'adoption des techniques agricoles vulgarisées est relativement faible. Les données produites par le projet (plan de monitoring) montrent que les techniques agricoles vulgarisées ont été adoptées par 12% des ménages appuyés. Les visites de terrains et les consultations avec les acteurs intermédiaires et les bénéficiaires ont montrés que les techniques qui ont été le plus adoptées sont celles relatives au semis en ligne et l'usage raisonnée de l'engrais chimique en combinaison avec la fumure organique. Les dispositifs antiérosifs et les fosses à compost ont été presque systématiquement réalisés au début du projet mais ont été progressivement abandonnées avec le temps. Ces techniques ont été considérées par la plupart comme une condition d'acquisition d'animaux d'élevage. Certains ménages progressistes continuent avec les dispositifs antiérosifs dans certaines parties de leurs terres mais très peu parviennent à entretenir les fosses à compost correctement. Le faible niveau d'adoption des techniques apprises a été occasionné par plusieurs facteurs notamment : (i) le nombre très élevé des ménages cibles : le projet a ciblé 6.000 ménages répartis dans 6 communes, soit une moyenne de 1.000 ménages par commune encadré par un seul technicien agronome – impossibilité d'assurer l'encadrement de proximité tel qu'exigé par l'approche EFICC à tous les ménages - ; (ii) temps de mise en œuvre du projet très court : en principe, pour achever l'approche EFICC dans une communauté donnée, il faut au moins 8 ans, alors que le projet a été mis en œuvre pendant seulement 3 ans, ce qui n'est pas une surprise du fait que le projet a été planifié pour 36 mois ; (iii) exiguïté des exploitations familiales d'où donc les courbes de niveau réduisent davantage l'espace cultivable.

Différents systèmes de gestion du fumier observés dans certains ménages bénéficiaires

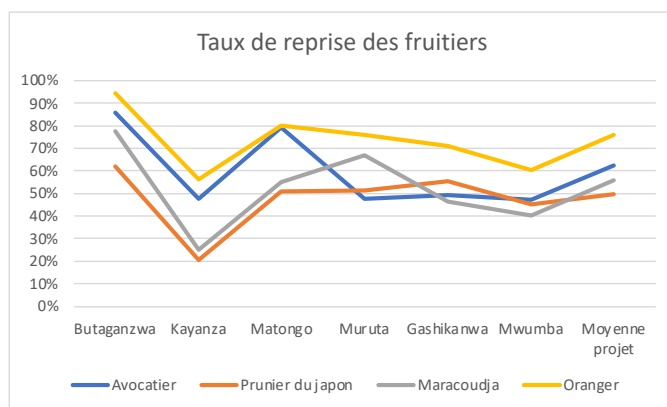
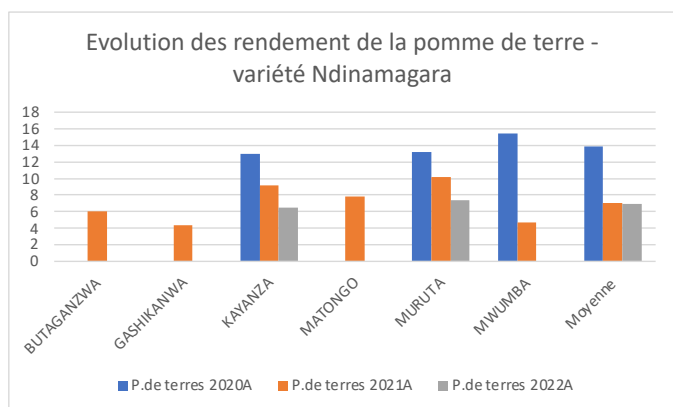
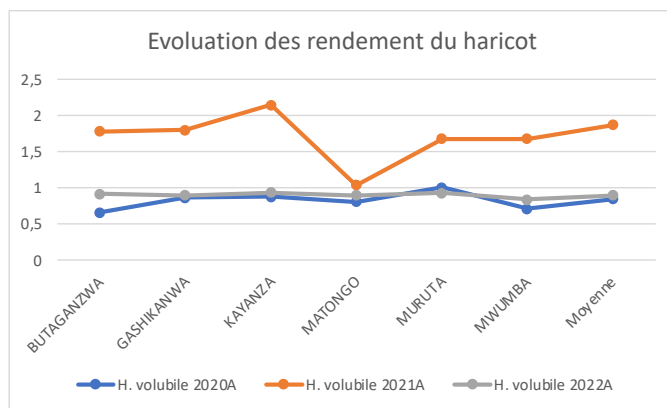
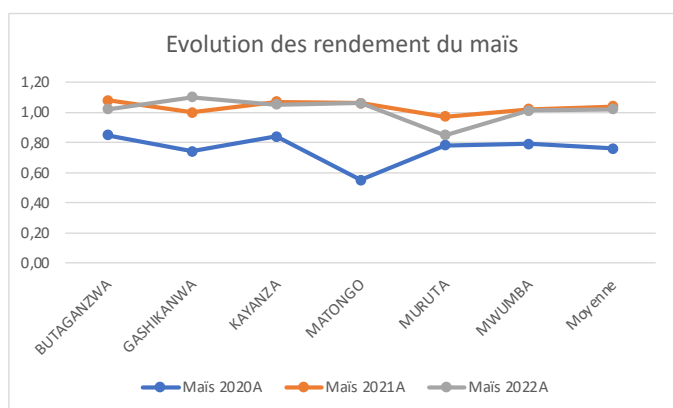


Dans le cadre de **la promotion de l'utilisation des semences de qualité**, le projet avait prévu de fournir de petites quantités de semences et matériels de plantation de qualité pour certaines cultures (maïs, haricot, pomme de terre, patate douce, manioc et bananier) afin de montrer ou démontrer leur importance comparative par rapport aux semences habituelles. Ces semences et matériels de plantation ont été effectivement distribués mais les résultats sont mitigés. En effet, certaines semences ont été fournis au bon moment et en bonne qualité, d'autres ont été données tardivement et d'autres encore étaient de mauvaise qualité : (i) pour le maïs et le haricot, la première distribution a été jugée très appréciable et la production a été globalement bonne, mais la deuxième distribution a été très tardive (plus d'un mois de retard) et les semences étaient de mauvaise qualité, particulièrement pour le maïs ; (ii) les boutures de manioc distribuées étaient presque sèches et avaient déjà perdu leur pouvoir de régénération, dans les collines visitées, les bénéficiaires ont confirmé n'avoir rien produit ; (iii) les cordes de patate douce distribuées au premier tour n'ont pas donné de

bonne production et les bénéficiaires estiment qu'elles n'étaient pas adaptées au milieu écologique de Buyenzi (probablement qu'elles étaient fournies à partir des régions de basse altitude) ; pour la deuxième distribution, les cordes ont été distribuées très tardivement (au mois d'avril) et seules les ménages ayant des terres de marais espèrent en tirer profit ; (iv) les plaçons de pomme de terre n'ont pas donné la bonne production, d'après les bénéficiaires, ils ont été distribués tardivement et ceux de la deuxième distribution n'avaient pas encore bien germé ; (v) le bananier : dans les deux communes, les résultats sont significativement différents : à Gashikanwa, le taux de repousse (pour les bénéficiaires rencontrés) est de 84,9% et les plants sont en bon état tandis qu'en commune Matongo, le taux de repousse est de 59% et globalement les plants ne sont pas de bonne qualité. Le grand facteur évoqué pour le faible taux de repousse est la distribution tardive ainsi que la mauvaise qualité de certains plants ; (vi) les plants fruitiers ont été distribués tardivement et les plants commençaient à faner, dans les collines visitées (Matongo et Gashikanwa), les taux de repousse sont estimés très bas par les bénéficiaires.

L'analyse des rendements mesurés par le projet pour les principales cultures (maïs, haricot et pomme de terre) avant la distribution des semences (saison 2020A) et dans les champs des semences distribuées (saisons 2021A et 2022A), on constate que (i) les rendements des semences de maïs fournies par le projet ont été globalement meilleurs pour les deux tours de distribution (exception pour la commune de Muruta au deuxième tour) : pour la première distribution, le constat est confirmé par les témoignages sur terrain, mais pour la deuxième distribution, les témoignages divergent avec les données du projet ; (ii) les rendements de la première distribution du haricot est globalement supérieur au rendement d'avant-projet (sauf pour Matongo) et il n'y a pas de différence entre les rendements de la deuxième distribution et ceux d'avant-projet : ces constats sont en concordance avec les témoignages de terrain ; (iii) les rendements de pomme de terre des semences distribuées sont toujours inférieurs à ceux d'avant-projet, et ceux issus de la deuxième distribution sont davantage plus faible : ces constats sont en concordance avec les témoignages de terrain.

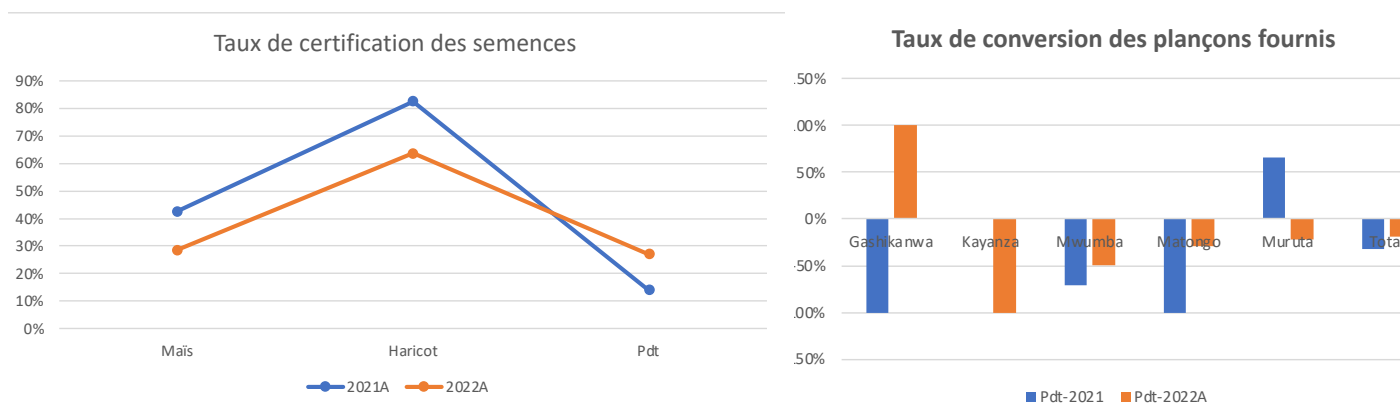
En outre, les données du projet montrent que les taux de repousse des plants fruitiers sont relativement faibles (entre 50 et 76%) mais avec des taux très élevés dans certaines communes.



Activité 2 – Promouvoir la disponibilité, l’accessibilité et l’utilisation des semences de qualité

Cette activité reposait sur l’appui et accompagnement des multiplicateurs de semences certifiées. Les appuis ont concerné tous les aspects notamment des formations, le coaching, l’accès à l’ONCCS et l’accès en intrants (semences de base, fumure organique notamment par l’acquisition de vache, des outils aratoires adaptés, etc.). En tout 21 multiplicateurs ont été appuyés dans 5 communes (celle de Butaganzwa n’a pas eu de multiplicateur) et les cultures les plus multipliées étaient le maïs, le haricot et la pomme de terre pour deux saisons chacune. La culture de blé a été multipliée pour une seule saison et par un seul multiplicateur en commune Muruta. En outre, il était prévu que ces multiplicateurs soient connectés aux bénéficiaires EFICC et renforcés dans la recherche du marché.

En considérant les trois cultures les plus abordées par cette activité, l’on constate que le haricot a relativement bien réussi, avec des taux de certification (variant de 64 à 83%), contrairement au maïs (taux de certification entre 29 et 43%) et à la pomme de terre (taux de certification variant entre 14 et 27%). Pour le haricot et le maïs, la saison 2021A a mieux réussi par rapport à 2022A, ce qui signifie une régression alors que normalement l’on devait avoir acquis plus d’expérience. La pomme de terre constitue un cas particulier et on pourrait même parler de perte. En effet, les taux de conversion (quantité de plançons certifiés par rapport à celle des plançons fournis par le projet) sont négatifs¹ sauf pour les communes de Gashikanwa et Muruta pour les saisons 2022A et 2021A respectivement. Les graphiques suivants montrent les taux de certification des trois cultures pendant les saison 2021A et 2022A ainsi que les taux de conversion des plaçons de pomme de terre fournis par le projet en plançons produits par les multiplicateurs qui sont certifiés par l’ONCCS. Il a été remarqué que les multiplicateurs de semences éprouvent des difficultés de conservation de leurs productions par manque de hangars.



Activité 3 - Promouvoir la production animale et son intégration dans l’exploitation

Les interventions ont porté essentiellement sur des formations des techniciens vétérinaires (encadreurs) qui devaient former et encadrer à leurs tours les bénéficiaires des animaux, la diffusion des chèvres et des porcins, la production et diffusion des poussins ainsi que la mise en place des boutiques d’intrants.

Formations

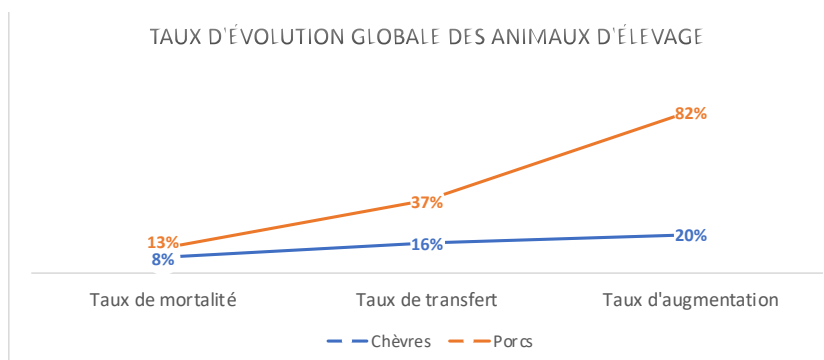
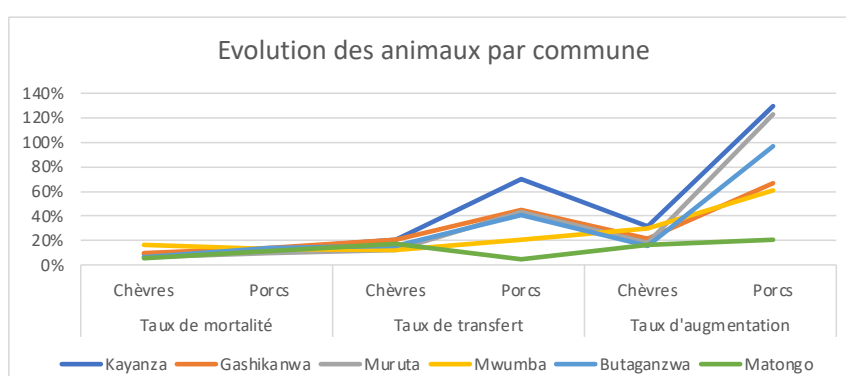
Il était prévu de former tous les techniciens vétérinaires, les ACSA, les techniciens agronomes et les moniteurs agronomes sur différents thèmes en rapport avec la santé animale. Seuls les techniciens vétérinaires et les ACSA ont bénéficiés ces formations. Les formations ont été très fortement appréciées ces derniers. A leurs tours, ils ont formé les bénéficiaires des activités EFICC et de la multiplication des semences qui sont en même temps des bénéficiaires des animaux d’élevage. En tout 5.043 bénéficiaires directs sur les 6000 prévus (84%) ont été formés sur les techniques d’élevage des caprins, 2.704 sur 3000 prévus comme bénéficiaires de porcins (90%) ont été formés sur les techniques appropriées d’élevage des porcs, 21 sur 18 prévus comme multiplicateurs de semences (115%) ont été formés sur les techniques appropriées d’élevage des bovins, et 1.206 sur 1.500 prévus comme bénéficiaires de poules (80%) ont été formés sur les techniques d’élevage des poules. Les bénéficiaires de ces formations qu’on a rencontrés les ont fortement appréciés.

Diffusion des animaux

Le projet a essentiellement diffusé des chèvres et des porcins, sur un objectif de 8000 caprins et 2000 porcins, le projet en a respectivement distribué 6.884 (86%) et 1.894 (94,7%). La réduction du nombre d'animaux a été essentiellement occasionnée par la hausse des prix par tête d'animaux qui ont passé de 35 euros à 43 euros pour les caprins et de 65 euros à 75 euros pour les porcins. A cela s'est ajouté le financement des missions des cadres de la Direction Générale de l'Élevage pour la sélection et la distribution de ces animaux a été réalisé alors qu'il n'était pas prévu par le projet. Les ménages bénéficiaires recevaient 4 chèvres ou 2 porcins et devaient rembourser 2 chèvres (pour les bénéficiaires de chèvres) ou 2 porcins (pour les bénéficiaires de porcs) de la première progéniture. Les animaux remboursés sont gérés par la Chaîne de solidarité communautaire mise en place au niveau de chaque colline. Actuellement, les chaînes de solidarités sont très appropriées par l'administration et sont très bien suivies au niveau de chaque commune. En plus des chèvres et des porcins, le projet a fourni des vaches aux multiplicateurs de semence, à raison d'une vache par multiplicateur. A part que ces vaches n'ont pas encore donné naissance, elles ne sont pas intégrées dans les chaînes de solidarité (pas de contrat avec les comités locaux).

Il a été constaté que le processus des services techniques et l'administration locale ont été pleinement impliqués dans ce processus de diffusion des animaux et il n'y a pas eu de plainte au niveau communautaire. Toutefois, il a été déploré que dans certaines localités, on a donné des animaux à ceux qui en possédaient alors qu'il y avait d'autres ménages sans animal et ayant des capacités d'en prendre soins. C'est notamment les cas de certains ménages visités lors de la mission de terrain : (i) deux ménages de la colline Burarana (commune Matongo) qui ont reçu des porcins alors qu'ils avaient des vaches et d'autres porcs ; (ii) de trois ménages de la colline Muganza (commune Matongo) qui ont reçu des porcs alors qu'ils en avaient d'autres (3 têtes chacun) ; (iii) d'un multiplicateur de semence en commune Gashikanwa qui a reçu une vache alors qu'il en avait plusieurs autres ; et (iv) de plusieurs ménages qui ont reçus des chèvres alors qu'ils en avaient d'autres.

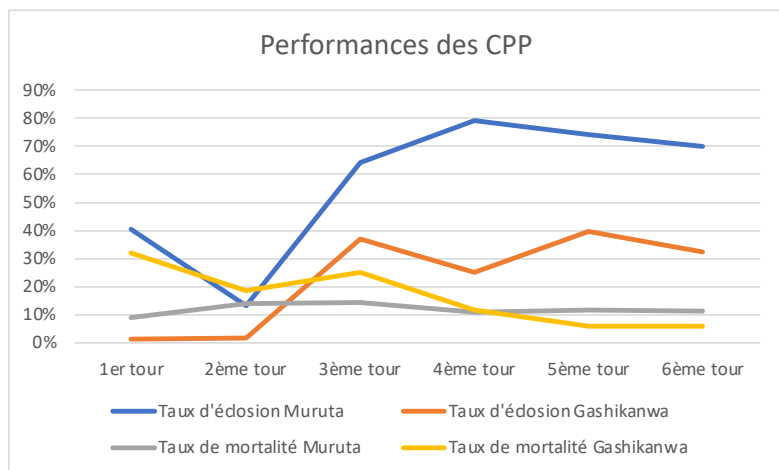
De plus, la plupart des bénéficiaires de caprins ont déclaré à la mission que les caprins livrés étaient de faible gabarit et ne se sont pas bien adaptés au milieu, ce qui a été confirmé par les visites faites dans les ménages. Cela a limité leurs performances zootechniques. L'on a effectivement constaté que le taux de reproduction est très faible pour les chèvres par rapport aux porcs, ce qui freine par conséquent le taux de transfert. Toutefois, à la suite de l'encadrement de proximité en matière de santé animale, les taux de mortalité n'ont pas été très élevés. Les graphiques suivants montrent les taux de mortalités, de transfert et d'augmentation du nombre d'animaux par rapport à ceux distribués.



Partout, les bénéficiaires ont beaucoup apprécié le fait que le projet ait osé distribuer plusieurs animaux par ménage, ce qui est considéré comme une très bonne pratique et cela a permis d'augmenter la quantité produite de fumier et par voie de conséquence le niveau de production agricole. En effet, les bénéficiaires rencontrés ont témoigné que la production du fumier a été l'un des grands facteurs qui ont contribué dans l'augmentation de la production.

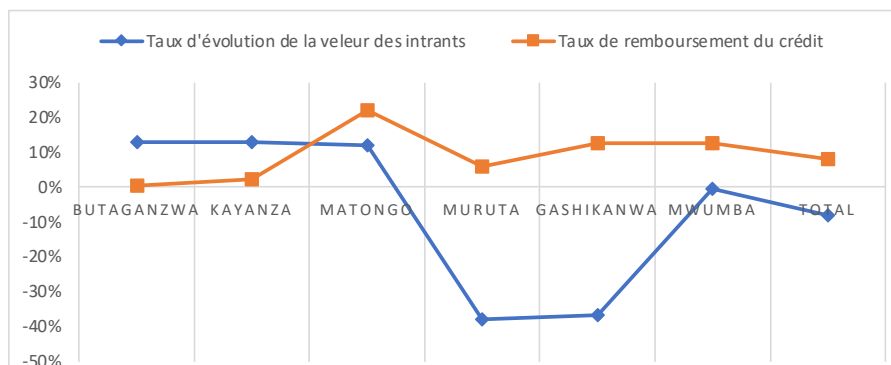
Production des poussins

Concernant la diffusion des poussins, le projet a changé l'approche d'intervention. Au lieu de diffuser les 900 poussinières pour la protection et la croissance des poussins produits dans 6 couveuses collectives fonctionnelles au niveau de 6 OP soutenues, il a financé la mise en place 2 centres de production des poussins par des entreprises privées, une à Gashikanwa (province Ngozi) et une autre à Muruta (province Kayanza). Ces centres sont actuellement fonctionnels mais la quantité déjà produite est très faible par rapport à ce qui était prévue. Sur un total visé de 36.000 poussins, les deux centres ont déjà produit seulement 7.392 poussins, soit 20,5%. Le grand facteur mentionné qui freine la grande production est le manque de des œufs de qualité qui servent de matière première. Cependant, on a observé que les deux centres évoluent très différemment. Celui de Muruta affiche des performances relativement acceptables, avec a une bonne potentialité d'évoluer, tandis que celui de Gashikanwa affiche des performances très faibles et risque d'évoluer vers la fermeture. Sur les 7.392 poussins déjà produits, le centre de Muruta a produit 7.100 poussins (soit 85%) et celui de Gashikanwa a produit seulement 1.280 poussins (soit 15%) alors qu'ils ont tous effectué 6 tours de couvain. Les graphiques qui suivent montrent la comparaison des taux d'éclosion et de mortalité dans les deux centres.



Boutiques d'intrants

Le projet a appuyé la mise en place des boutiques d'intrants vétérinaires, à raison d'une boutique par commune et pour les 6 communes d'intervention. Ces boutiques appartiennent à des associations des vétérinaires de la commune, y compris des ACSA. Il a été constaté que les boutiques sont partout fonctionnelles, mais leurs performances financières tendent à diminuer. Il était convenu que les financements liés aux intrants commercialisables (essentiellement les médicaments) soient remboursés. Le constat est que les taux de remboursement sont très faibles. Le graphique suivant montre les taux d'évolution de la valeur des intrants et des taux de remboursement de différentes boutiques.



Selon les informations recueillies sur terrain, le premier lot de médicaments vétérinaires octroyé était composé des produits chers et qui ne sont pas sollicités par les éleveurs locaux. Certains produits auraient été périmés dans le stock ou écoulés à des prix inférieurs aux prévisions.

D'après différentes consultations réalisées sur terrains, l'introduction des boutiques d'intrants a facilité les éleveurs à l'accès facile aux médicaments vétérinaires. Les ACSA qui sont en contact permanent avec les éleveurs ont la possibilité d'approvisionner à crédits auprès des boutiques d'intrants en fonction des besoins. Cependant, les boutiques d'intrants n'ont pas eu d'effets sur la réduction des prix des médicaments vétérinaires. Les boutiques d'intrants appliquent les prix ordinaires comme les autres pharmacies vétérinaires.

Activité 4 - Promouvoir la fabrication et l'utilisation des foyers améliorés

Dans toutes les communes d'intervention du projet, des foyers améliorés type « binaire » ont été construits dans 2.638 ménages. La majorité de ces ménages sont des bénéficiaires et encadreurs EFICC ainsi que des leaders communautaires dans le domaine de la nutrition (ML et ASC). Les visites réalisées dans 4 collines bénéficiaires ont montré un très grand succès de ces foyers. Ils sont partout utilisés, solides et appréciés par tous les bénéficiaires. Plusieurs avantages de ces foyers ont été rapportés par leurs utilisateurs : (i) permettent l'évacuation de la fumée en dehors de la maison sans contaminer l'intérieur et contribuent dans la réduction de la pollution des membres du ménage bénéficiaire ; (ii) consomment très peu de bois par rapport aux foyers ordinaires : dans les ménages visités, les taux de réduction du bois de chauffage estimé (sur base des témoignages) varie entre 40% et 67%; (iii) gardent la chaleur pour longtemps et permettent une cuisson lente ce qui améliore le goût des aliments ; etc.

Activité 5 - Promouvoir les activités génératrices de revenus y compris de petites unités artisanales de transformation des produits agricoles

A travers cette activité, 14 entrepreneurs de divers domaines et basés dans les communes d'intervention ont été appuyés pour améliorer et rentabiliser leurs affaires. En plus de diverses formations, ces entrepreneurs ont bénéficié également des subventions avec des montants divers en fonction des coûts de leurs projets. Le montant total des subventions est équivalent à 30.787bEuro, ce qui représente 77,6% du montant des projets soumis pour financement. Le reste a été supporté par les entrepreneurs. Les domaines touchés par ces entreprises sont la transformation des céréales en farine de bouillie, la fabrication de la fumure organique par la valorisation des déchets issus de la transformation de la banane, la fabrication de fromage à base de lait (vache et chèvre), la fabrication de divers produits à base de peau d'animaux (chaussures, sacs, ceintures, etc.), élevage de poules pondeuses, fabrication des machines agro-alimentaires, fabrication des pains et beignets, pisciculture familiale, extraction et vente du jus de canne à sucre, culture du champignon et fabrication des spaghettis. Trois de ces entreprises (soit 21,4%) ne sont pas actuellement performantes : il s'agit de la pisciculture familiale, de culture du champignon et de la fabrication des machines agro-alimentaires.

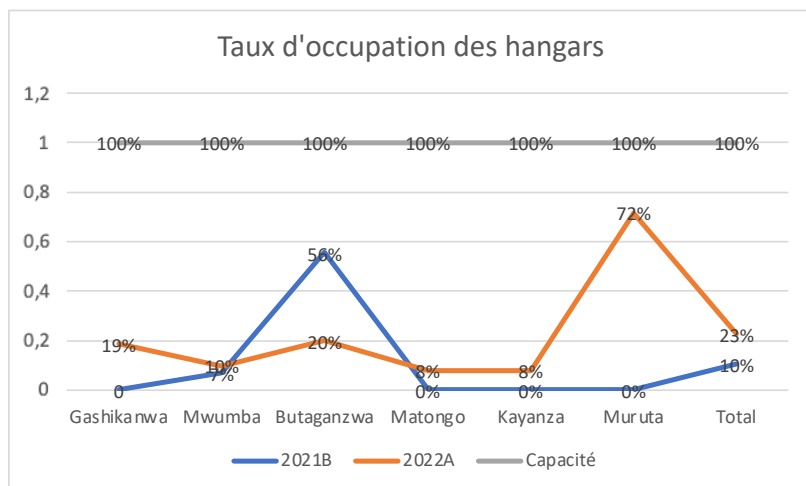
Lors de l'évaluation, il a été possible de rencontrer des représentants de 5 entreprises et de visiter 4 d'entre elles. Les appuis réalisés ont été jugés très efficaces et sont en train de permettre des changements profonds de ces entrepreneurs vers le vrai professionnalisme. Certaines ne savaient pas comment fixer les prix sur base des coûts engagés, de calculer des bénéfices, d'investir dans la recherche du marché, etc. Ces entreprises sont actuellement pourvoyeurs d'emplois. Sur les 5 entrepreneurs rencontrés, 4 ont affirmé qu'ils enregistrent des bénéfices mais qu'à la suite des connaissances acquises (lors de notre rencontre, ils étaient en cours de formation), ils projettent de gagner davantage.

Activité 6 - Consolider/Promouvoir la structuration autour d'un hangar de stockage et de l'accès au marché

Le projet a construit 6 hangars (sur base d'attribution de marché compétitif localement), à raison d'un hangar par commune. Dans chaque commune, on travaille sur 6 collines et chaque hangar devrait être construit dans l'une des collines bénéficiaires et servir pour toute la communauté. L'option prise était que les hangars soient construits sur des terrains communaux et il n'a pas été toujours possible de trouver des terrains disponibles et adaptés dans les collines d'intervention. Ainsi, dans certaines localités, les hangars ont été construits en dehors des collines d'intervention, et c'est notamment le cas pour ceux de Muruta et Gashikanwa

que nous avons visités. Etant érigés sur des terrains communaux, ces hangars sont des propriétés des communes. La gestion du hangar est confiée à un comité de 12 membres. Le projet a effectué une évaluation des associations qui se trouvent dans chaque colline d'intervention et les a classées en fonction de leurs capacités. Les 12 membres du comité proviennent de 6 associations qui se sont classées premières dans leurs collines respectives à raison de 2 personnes par association. Une convention tripartite a été signée entre la commune, le comité de gestion du hangar (CGH) et UCODE-AMER / VSF-B. Malheureusement ces conventions sont écrits en Français alors que très peu des membres des CGH connaissent cette langue et les deux CGH qu'on a visités n'avaient pas de copies. Il est prévu que chaque CGH recrute un gestionnaire et des gardiens qui sont payés sur base des frais de redevance payés par les usagers du hangar. Selon l'étude de rentabilité réalisée avec l'aide des encadreurs socio-économistes du projet, pour être financièrement autonome, un hangar a besoin de conserver une quantité de 27 tonnes par an et en prélevant une redevance de 4% du stock. Les stocks construits ont une capacité d'accueil de 70 tonnes, ce qui dépassent largement leur seuil de rentabilité (27 tonnes). Ces hangars sont conçus pour la conservation des graines mais ne sont pas bien adaptés pour la conservation des tubercules comme la pomme de terre car ces dernières exigent une aération suffisante.

Certains hangars ont été mis en service pour les récoltes de la saison 2021A mais la plupart ont été fonctionnels pour les récoltes de la saison 2022A. Actuellement tous les hangars sont fonctionnels et, selon les données du projet, ils sont généralement sous-exploités cars les quantités stockées sont encore faibles.



D'après les informations collectées sur terrain, le hangar de Butaganzwa n'est pas encore utilisé par les communautés locales, mais est utilisé pour stocker le maïs acheté par le Gouvernement (sans payer des redevances) et celui de Muruta est occupé par des plançons de pomme de terre d'un seul multiplicateur privé (non bénéficiaire du projet) qui va payer une redevance au comité de gestion (pour 50 tonnes).

Lors de la mission d'évaluation, deux hangars ont été visités (Muruta et Gashikanwa). Le constat est qu'ils sont construits en dur et sont réellement sous-exploités par les communautés environnantes. Le hangar de Muruta est effectivement occupé uniquement par des plançons de pomme de terre (50 tonnes d'un privé) qui remplissent tout le hangar notamment les étagères prévues pour les plançons (en cours de destruction à cause de la mauvaise conception) et par terre. Le hangar de Gashikanwa contient une petite quantité de plançons de pomme de terre de quelques privés dont un multiplicateur appuyé par le projet (qui habite tout près du hangar) et quelques sacs de graines (maïs et haricot) des privés proches. Dans tous ces hangars, on n'a pas encore recruté des gestionnaires ; à Gashikanwa, la gestion se fait par les membres du comité de gestion qui se relayent à tour de rôle et à Muruta la gestion se fait par 2 membres du comité (le Président du comité exécutif et le trésorier).



Hangar de Gashikanwa

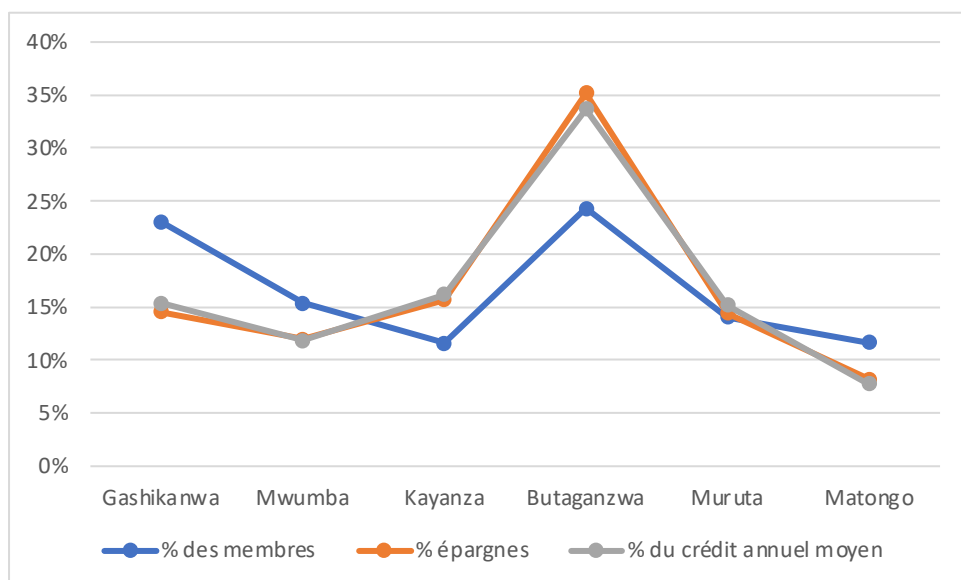
Hangar de Muruta

Il a été constaté que le modèle de structuration pour la gestion des hangars n'est pas approprié, principalement parce que la majorité des membres du CGH n'a pas d'intérêts sur le hangar. Un hangar est construit pour servir 6 collines et est établi par principe dans l'une d'elles, ainsi d'une manière générale 10 sur 12 membres du CGH sont éloignés du hangar et les habitants de leurs collines ne vont certainement pas utiliser le hangar. Dans certaines localités, les hangars sont construits en dehors des collines d'intervention, ce qui peut poser un problème administratif et d'appropriation. C'est notamment le cas pour les deux hangars visités : le hangar de Muruta se trouve dans la zone de Muruta alors que les collines d'intervention se trouvent dans la zone Rwagura ; le hangar de Gashikanwa se trouve sur la colline Maruru qui n'est pas bénéficiaire du projet. À la suite de ces problèmes, le CGH de Gashikanwa a déjà commencé à se restructurer : certains membres venant des collines éloignées se sont retirés et ont été remplacés par des personnes vivant dans les environs du hangar.

Activité 7 - Mettre en place et accompagner des groupements d'épargne et de crédit

A travers cette activité, il était prévu de faciliter la création de 200 ASSEC avec une moyenne de 25 membres chacun, soit un total de 5000 membres. Actuellement, il existe 209 ASSEC qui sont fonctionnel (soit 104,5%) avec un total de 5.220 membres dont 71% de femmes et 29% d'hommes. Sauf en commune Gashikanwa, où le nombre moyen de membres par ASSEC est de 35 (nombre anormal par rapport aux normes des ASSEC), dans les autres communes, ce nombre reste dans les normes (entre 20 et 25).

En comparant les communes, l'on constate qu'il y a une grande disparité, en termes de nombre de membres et en termes de performances. Le graphique suivant montre les disproportions qui existent entre les communes en termes de proportion des membres, des épargnes en cours et des crédits annuels moyens.



De ce graphique, on peut faire notamment les constats suivants :

* La majorité des membres des ASSEC encadrés par le projet se trouvent dans les communes de Gashikanwa et de Butaganzwa : les deux communes occupent à elles seules 47,3% de tous les membres ;

* A l'exception la commune de Muruta, il n'y a pas de corrélation entre les proportions des membres et les proportions d'épargnes : (i) dans certaines communes, les proportions d'épargnes dépassent celles des membres (Kayanza, Butaganzwa), ce qui montrent un grand dynamisme des membres (performances d'épargner) ; (ii) dans d'autres communes, les proportions d'épargnes sont inférieures à celles des membres (Gashikanwa, Mwumbaet Matongo), ce qui indique un faible niveau de dynamisme des membres.

* Les courbes des proportions d'épargnes et des crédits coïncident dans toutes les communes. Cela peut signifier un très bon respect des règles qui garantissent l'octroi du crédit en fonction de l'épargne disponible, et que les membres sont dynamiques dans la sollicitation des crédits.

* Dans la commune de Gashikanwa, il y a des problèmes de performances, probablement en matière d'insuffisance dans l'encadrement des groupes : (i) la commune dispose de beaucoup de membres (23% du total) mais un faible niveau d'épargne (15% du total) ; (ii) le nombre de membre moyen par ASSEC est de 35 alors que les normes exigent un maximum de 25 membres, dans ces circonstances, la gestion des groupes est très difficile.

Il a été constaté que les agents villageois ont été bien formés et maîtrisent les mécanismes de fonctionnement des ASSEC et que réellement les ASSEC ont servi à mettre en place un système communautaire qui offre des services financiers. Les témoignages récoltés sur terrain prouvent que les membres des ASSEC épargnent et prennent réellement des crédits, et ces derniers les aident à initier des activités génératrices de revenu et à répondre à des besoins familiaux importants (paiement des frais scolaires, des frais de santé, acquisition des intrants agricoles et des animaux d'élevage, etc.) avec plus de facilité et sans faire recours aux usuriers qui font payer des intérêts pouvant aller à 100% par mois.

Cependant, il a été déploré les faiblesses suivantes :

* Les formations sur l'entrepreneuriat rural et élaboration du plan d'affaire prévues en faveur des agents villageois et des comités des ASSEC n'ont pas eu lieu et auraient été très utiles pour susciter l'esprit entrepreneurial des membres ;

* Le fonctionnement des groupes dépend toujours des agents villageois, il aurait fallu encadrer les groupes vers leur autonomie de fonctionnement particulièrement en ce qui concerne le remplissage des outils de gestion ;

* Le contenu des règlements de l'ordre intérieur (ROI) est le même pour tous les groupes, ce qui montre qu'il a été décidé par le projet et non par les ASSEC eux-mêmes. Normalement, le rôle du projet devrait se limiter à expliquer aux ASSEC la structure et de donner le modèle du ROI vide et les amener à décider démocratiquement sur les différentes règles à mettre en place.

Activité 8 - Promouvoir l'emploi ponctuel/HIMO

Des activités HIMO étaient prévues en faveur des ménages très pauvres, souvent sans terres, afin de les aider à gagner des revenus leur permettant de participer pleinement dans les groupes d'épargnes et de crédits. L'activité 7 relative à la création des ASSEC était prioritairement destinée à ce groupe de bénéficiaires. Malheureusement, cette connexion n'a pas eu lieu pour des raisons diverses : (i) alors que les activités HIMO devaient se faire simultanément avec la phase de création des ASSEC, il y a eu un décalage d'une année : les activités liées aux ASSEC ont commencé en janvier 2020 alors que les activités HIMO (réhabilitation des sources) ont commencé en février 2021 ; (ii) les activités HIMO étaient de moindres envergures et éparpillées et ne pouvaient pas servir de base pour créer des ASSEC à grande échelle : on a réhabilité uniquement 20 sources dans 6 communes et seulement 221 personnes y ont travaillé et seulement pendant quelques jours,

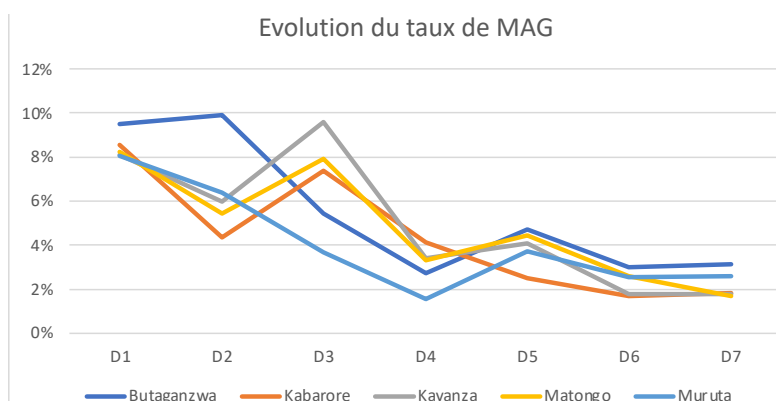
la construction des latrines AKASUGA a été réalisée dans la période de prolongation. Ainsi, il n'y a pas eu de connexion entre les deux activités et l'objectif n'a pas été réalisé.

3.2.2.2. Composante nutrition (R2)

Activité 9 - Éducation nutritionnelle et à l'hygiène

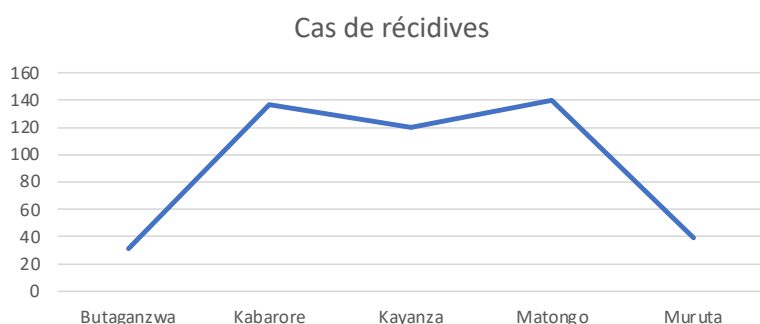
Le travail a reposé sur une cascade des formations des partenaires de terrains (TPS, ASC, ML), la sensibilisation des autorités et des communautés, la réalisation des dépistages de masse, la prise en charge des MAM dans les FARN et le transfert des MAS dans les structures de soins. Pour rappel, l'activité a été réalisée uniquement dans la province de Kayanza et dans 5 communes (4 communes d'intervention des autres activités et la commune de Kabarore). Au total 7 dépistages ont été réalisés : à partir du 4ème dépistage, le projet a pris en compte toutes les collines des communes d'intervention qui étaient auparavant appuyées par le projet PRODEFI ; à partir du 5ème dépistage, le projet a pris en compte le centre urbain de Kayanza et à partir du 6ème dépistage, le projet a appuyé toutes les communes de la province Kayanza. L'innovation du projet a été d'appuyer en nourriture les garde-malades des enfants en situation de MAS référés aux hôpitaux. Il avait en effet, été constaté que par manque de nourriture, des cas d'abandons étaient très élevés. De plus, l'organisation de la collecte des vivres auprès de la communauté pour approvisionner les FARN a été une pratique innovante car les familles des enfants en situation de MAM ne pouvaient avoir suffisamment de produits vivriers nécessaires pour les 12 jours de FARN.

Les analyses des données du projet et les consultations réalisées sur terrain confirment que les interventions du projet ont été très efficaces et ont permis de réduire fortement la situation de malnutrition.



A travers cette graphique, on constate que les taux de MAG ont progressivement diminué et cela dans toutes les 5 communes d'intervention et tendent à se stabiliser à partir du 6ème dépistage. Dans les collines visitées, les données détenus par les ML et les ASC montrent que le nombre de cas de MAG a progressivement diminué avec le temps, ce qui va dans le sens des données fournies par le projet. A travers ces dernières, deux particularités s'observent (voir graphique ci-dessus).

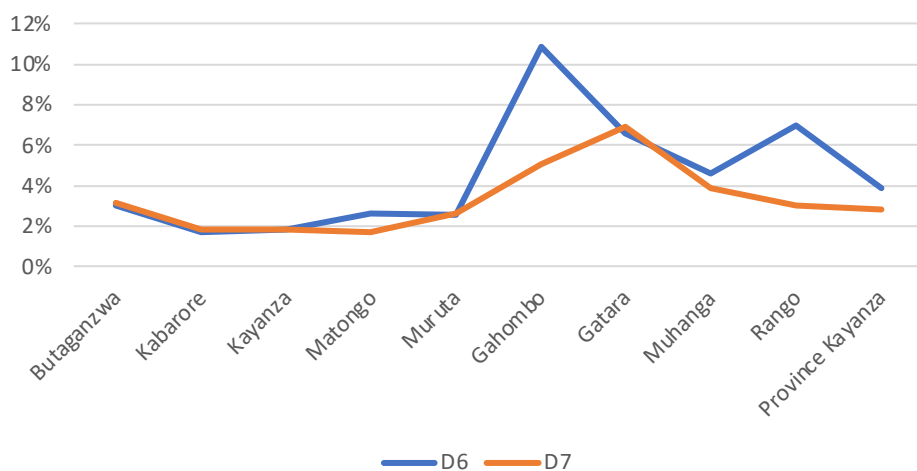
La première concerne les communes de Kabarore, Kayanza et Matongo où les taux de MAG ont rebondi lors du 3ème dépistage. Les mêmes communes ont eu plus de cas de récives des enfants pris en charge dans les FARN correspondant aux 4 premières campagnes de dépistage. Nous n'avons pas pu identifier des raisons à la base de cette particularité.



La deuxième particularité s'observe au 5ème dépistage où les taux MAG ont augmenté dans les communes de Kayanza, Matongo Butaganzwa et Muruta par rapport au 4ème dépistage. Ici non plus les raisons n'ont pas pu être identifiées.

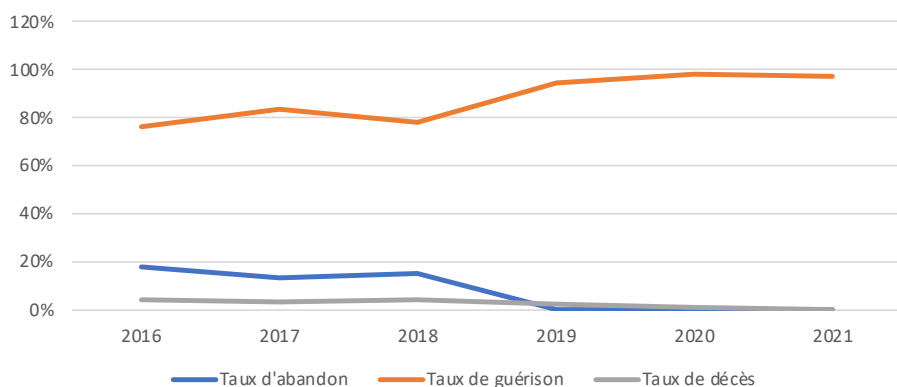
En comparant les taux de MAG dans les 5 communes d'interventions du projet et dans les communes où on a fait les dépistages à partir du 6ème dépistage (Gahombo, Gatara, Muhanga et Rango, hors zone habituelle du projet), on constate que les taux sont plus élevés pour ces dernières, particulièrement pour le 6ème dépistage. Dans ces mêmes communes, les taux ont diminué au 7ème dépistage (sauf pour la commune Gatara) alors que des FARN n'y ont pas été organisés. D'après les témoignages recueillis au niveau des communautés, le simple fait de faire le dépistage de masse dans des zones déjà sensibilisées sur la gestion de la malnutrition est un grand facteur de réveil de conscience pour des bonnes pratiques nutritionnelles des ménages. En effet, ceux ayant des enfants en situation de MAG éprouvent de la honte dans leurs communautés, particulièrement lorsqu'il ne s'agit pas des ménages très pauvres.

Taux de MAG aux 6ème et 7ème dépistage



D'après les données recueillies à l'hôpital de Kayanza, on observe que la diminution des cas d'abandons correspond à l'augmentation du taux de guérison des enfants en situation de MAS.

Evolution de l'état des enfants MAS transférés à l'hôpital de Kayanza



A partir de ce graphique, on constate que le taux d'abandon à l'hôpital de Kayanza a fortement diminué à partir de 2019, avant que le projet n'intervienne dans l'appui aux garde-malades. Ainsi, bien que l'apport du projet soit important dans ce domaine, il n'est pas évident que la réduction du taux d'abandon soit le fruit de son intervention. Nous n'avons pas pu discuter avec les gestionnaires de l'hôpital de Kayanza pour savoir les facteurs ayant favorisé cette réduction et non plus, nous n'avons pas pu avoir des données de l'hôpital de Musema qui a bénéficié également des appuis du projet dans la prise en charge des garde-malades des enfants MAS.

Au niveau du projet, nous n'avons pas pu avoir de base de données sur l'efficacité du travail des FARN. D'après les informations collectées sur terrain, il a été constaté que les ML et ASC, avec l'appui des chefs des collines, ont organisé plusieurs sessions FARN pour la prise en charge des MAM. Les données collectées auprès dans les collines visitées montrent que les FARN ont fortement contribué dans la réhabilitation des enfants, bien que dans certains localités les taux de réhabilitation ne sont pas très élevées. Dans les collines de Kirema, Musave et Burarana où les ML ont pu nous fournir des données, les taux de réhabilitation moyens dans les FARN sont de 88,6%, 95,6% et 68,7% respectivement. Les deux premières collines se trouvent dans la commune de Kayanza (zone urbaine) et la dernière se trouve en commune Matongo. D'après les témoignages des personnes consultées sur collines, les enfants non réhabilités ne revenaient pas dans les autres sessions FARN mais étaient suivis à domicile par encadrement des parents.

Dans toutes les collines, les problèmes rencontrés dans l'organisation des FARN sont les mêmes : l'insuffisance des aliments et beaucoup de temps à y consacrer. En ce qui concerne l'alimentation, partout les chefs des collines sont intervenus pour mobiliser les communautés à donner des contributions, particulièrement chez les commerçants mais on n'a jamais eu assez pour terminer les sessions. Les ML et ASC sont toujours obligés de compléter les ratios avec leurs propres moyens ce qui occasionnent, quelquefois, des malentendus avec les autres membres de leurs familles. A titre d'exemple, les ML et ASC rencontrés ont affirmé qu'ils sont obligés de faire des contributions en nourriture pendant plus ou moins 4 jours pour une session FARN de 12 jours. En ce qui concerne le temps consacré à ces activités, les ML et ASC consacrent beaucoup de temps, équivalent à au moins 6 jours de travail pour une seule session FARN de 12 jours, ce qui dépasse ordinairement le cadre de bénévolat. Ainsi, bien que les ML et ASC soient fier de réaliser cette activité, le fardeau est lourd à porter.

Activité 10 - Promouvoir l'auto-construction de systèmes d'hygiène et de collecte d'eau au niveau des ménages

Les réalisations concernent la réhabilitation des sources d'eau et la construction des latrines AKASUGA dans les collines d'intervention du projet.

En ce qui concerne la réhabilitation des sources, 20 ont été réhabilitées comme prévu. D'après les témoignages des bénéficiaires rencontrés, les travaux sont jugés de bonne qualité mais le nombre de sources réhabilitées est très petit, voir insignifiant par rapport aux besoins et aux autres activités du projet. Dans la plupart des localités visitées, les bénéficiaires du projet rencontrés ne se souviennent pas de cette activité. Lors de la mission de terrain, une seule source a pu être visitée en zone Ngoma de la commune Gashikanwa. Il a été effectivement constaté que les travaux ont été très bien menés, la source était en état de délabrement avant le projet et la source offre de l'eau à plus de 300 ménages. Malgré son utilité, la source se trouve très loin des ménages, les plus proches sont à 1,3 km et pour puiser de l'eau, il faut descendre et remonter une montagne en très forte pente et très glissante en saison des pluies. Il a été observé que la partie aménagée pour le lavage du linge n'est pas habituellement utilisée. Les gens préfèrent laver le linge dans le cours d'eau.

Source d'eau réhabilité dans la colline Ngoma



Pour ce qui concerne les toilettes AKASUGA, il s'agit d'un modèle de toilettes qui permet de séparer les matières fécales et les urines et de les transformer en fertilisants organiques. Là où les constructions sont achevées, les toilettes sont bien utilisées et appréciées par les bénéficiaires. En effet, en plus de la fumure

attendue, elles permettent plus de propreté, bien couvertes (avec tôles) et vont permettre l'intimité à la suite des murs en briques à dobe et à la fermeture avec porte en bois que le projet est déjà en train de distribuer. Dans la zone du projet (Kayanza et Ngozi), le vidange des toilettes et l'usage des matières fécales comme fertilisant sont déjà dans les habitudes locales. Cependant l'usage des urines n'est pas encore connu. Quelques problèmes liés à ces toilettes ont été relevés lors de la mission sur terrain : (i) dans les communes de Kayanza (particulièrement à Matongo qu'on a visitée), les bénéficiaires n'ont pas bénéficié d'information / formation de comment utiliser les urines, dans la plupart des ménages visités, les bidons sont déjà remplis et on ne sait pas quoi en faire. Certains les ont conservés en attendant des informations y relatives (en achetant d'autres bidons de remplacement), d'autres ont déverser les urines dans les fosses de compostes où là où ils stockent temporairement le fumier de ferme, d'autres ont conserver les bidons remplis et ont aménagé un trou qui permet aux urines de se déverser directement en dehors des murs de la toilette lors des besoins ; (ii) dans les communes de Kayanza où on a commencé les constructions, les démentions de l'implantation des murs ne correspondent pas au nombre de tôles disponibles : l'implantation correspond à 4 tôles alors que le projet a offert seulement 3 tôles, ce qui fait qu'il y a une partie des murs non protégée contre les pluies ; (iii) en province Ngozi et dans certaines localités de Kayanza, la fabrication de briques à dobe et l'élévation des murs ont été réalisées en pleine saison des pluies et ont occasionné beaucoup de perte ; dans certains ménages, les murs ne sont pas solides pour cela.

Aspect d'une toilette AKASUGA construite par le projet

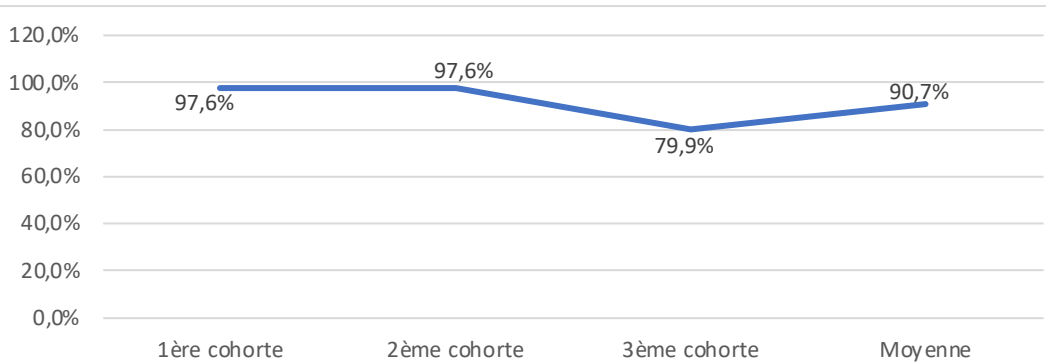


Activité 11 - Promouvoir l'alphabétisation et la post alphabétisation comme outil pour la cohésion sociale

Le projet a organisé trois cohortes d'alphabétisation, en faveur des personnes vivant dans les collines d'intervention du projet. Pour réaliser cette activité, le projet a collaboré avec les Directions Communales de l'Éducation (DCE) pour le ciblage des enseignants pouvant servir comme alphabétiseurs. Cette collaboration a permis d'avoir aussi les salles de classe pour faire l'alphabétisation. Les enseignants ciblés ont été d'abord formés sur la méthodologie et l'utilisation des manuels de l'approche REFLECT.

AU niveau institutionnel, l'alphabétisation ne rentre pas dans les missions du Ministère en charge de l'éducation, mais dans celle des CDFC (Centre de Développement Familial et Communautaire) et qui sont déconcentrés jusqu'au niveau des communes. Les informations recueillis sur terrain ont confirmé l'existence de réseaux d'alphabétiseurs déjà certifiés dans presque toutes les collines, y compris celles d'intervention du projet. Il aurait donc été plus utile de collaborer avec les CDFC communaux au lieu des DCE. Pour le moment, les responsables des CDFC rencontrés n'ont pas connaissance des activités d'alphabétisation réalisées par le projet et ne peuvent pas les intégrer dans leurs rapports.

Toutefois, l'analyse des résultats des trois cohortes d'alphabétisation réalisées à travers les enseignants d'écoles formelles, montre de très bons résultats. En tout, pour les trois cohortes, un total de 1851 personnes a suivi la formation et 1.811 ont réussi les tests, soit un taux de réussite de 90,7%. En comparant les trois cohortes, on constate que la troisième, réalisée dans la période d'extension, a connu le taux le plus faible de réussite mais on n'a pas pu en identifier les raisons. Le graphique suivant montre les taux de réussite des trois cohortes.



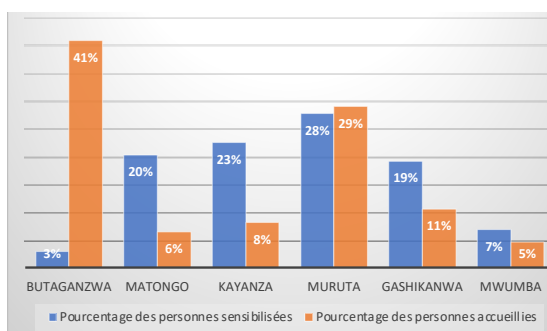
Le projet a organisé également des activités de post-alphabétisation en disponibilisant des livres de lectures (en Kirundi) au niveau des écoles où ont eu lieu les formations. Cependant, le projet n'a pas fait de suivi sur ces activités et les résultats y relatifs n'ont pas été documentés.

Lors de la mission sur terrain, il n'a pas été possible de rencontrer les alphabétisés pour confirmer ou pour vérifier les changements apportés par l'alphabétisation dans leurs vies au quotidien, en particulier la contribution de l'alphabétisation sur la cohésion sociale. L'équipe du projet a informé que les groupes des néo alphabètes sont actuellement soudés et s'entraident mutuellement. La mission ne peut pas confirmer cette affirmation et le projet n'a non plus documenté cet aspect et les rapports produits n'en font pas référence. En revanche, des séances de sensibilisation sur la gestion pacifique des conflits et des VSBG ont été organisés par les leaders communautaires en faveur des alphabétisés, particulièrement lors de rassemblement pour l'obtention de certificats.

Activité 12 - Renforcer les capacités des communautés à gérer et réduire les risques de catastrophe

Le projet a mis en place des groupes de leaders communautaires (8 bénévoles par paroisse ou par commune car dans la zone d'action du projet il y a 6 paroisses et 6 communes). Dans chaque paroisse / commune, le groupe des leaders était composé des personnes recommandées par la paroisse, des leaders collinaires du CDFC et des membres locaux du réseau « Abatangamuco ». Ces leaders ont été formés préalablement sur divers thématiques en rapport avec la gestion pacifique des conflits, les techniques d'écoute et de médiation, la distinction entre les affaires civiles et pénales, la lutte contre les VSBG et l'assistance aux victimes, etc.

Après la formation, ces leaders ont joué essentiellement deux rôles importants : (i) la sensibilisation à travers l'organisation des séances en faveur des communautés lors des travaux communautaires ou des réunions collinaires et principalement en faveur des bénéficiaires du projet lors des distribution (semences et animaux), dans les centres d'alphabétisation, lors des sessions FARN, des travaux de HIMO, etc. ; (ii) la gestion pacifique des conflits à travers l'écoute et la médiation des conflits liés aux affaires civiles et l'assistance aux victimes des affaires pénales. Au niveau de chaque paroisse, on les leaders avaient un bureau ouvert tous les jours de la semaine (avec la présence d'au moins deux leaders communautaires) pour recevoir des gens qui sont dans les besoins. Les rapports du projet montrent que le nombre de personnes sensibilisées totalisent 37.959 et celui des personnes accueillies dans les centres d'écoute est de 729 (soit une moyenne de 121 cas par commune pendant 2 ans ou 5 cas par mois). Ces cas reçus comprenaient 116 affaires pénales (16%) qui ont été référées aux instances habilitées et 613 affaires civiles (84%) qui ont été traitées par les leaders communautaires sous forme de médiation. Sur les 613 cas traités, 530 ont été résolus, soit un taux d'efficacité de 86,4%. Le graphique suivant montre les pourcentages des personnes sensibilisées et accueillies par commune.



De ce graphique, on constate qu'il n'y a pas de corrélation entre le nombre de personnes sensibilisées et le nombre de personnes accueillies dans les centres d'écoutes au niveau des communes. Par exemple, le pourcentage des personnes sensibilisées en commune Butaganzwa est le plus petit de toutes les communes (3%) mais c'est la commune qui connaît le plus grand pourcentage des personnes accueillies dans le centre d'écoute (41%) ; les seules communes où il semble y avoir d'équilibre sont celles de Muruta et de Mwumba. En outre, on remarque une très grande disparité des personnes sensibilisées entre les communes. Lors de la mission, les quelques leaders communautaires rencontrés n'avaient pas cette information et il n'a pas été possible de rencontrer les bénéficiaires des centres d'écoute.

Les bénéficiaires du projet que nous avons rencontrés, bénéficiaires potentiels des séances de sensibilisation, certains y ont participé, d'autres non. La majorité de ceux qui y ont participé ne se souviennent pas clairement de ce qu'on a appris. Un des facteurs de non-intégration des informations sur lesquelles portaient ces séances est qu'elles étaient organisées lors des sessions de distribution d'animaux ou de semences et leurs attentions étaient plus tournées vers ces derniers.

Activité 13 - Réponse à l'urgence

Les interventions liées à cette activité ont consisté en la formation des membres de l'équipe du projet et des leaders communautaires des collines d'interventions sur l'élaboration des plans collinaires et inter-collinaires de gestion des risques de catastrophes. Pour chaque colline, les derniers étaient composés du chef de colline, de 2 représentants des Églises, du président collinaire de la Croix Rouge, d'1 ML, d'ACSA, du Moniteur agricole, du président du CDC et d'un sage de la colline (choisi parmi les personnes âgées). Actuellement, le projet a facilité l'élaboration de 25 plans collinaires (en mars-avril 2022) et il est prévu de distribuer des outils de mise en œuvre desdits plans avant la fermeture du projet.

Il est à constater que ces plans ont été élaborés très tardivement et le projet va clôturer sans faire l'expérimentation sur leur mise en œuvre. Ce genre de plans n'était pas connu au niveau des communautés et ne figurent pas dans les plans communaux de développement. Il était donc indispensable que les communautés soient accompagnées dans leur exécution afin d'en acquérir l'habitude et de s'en approprier. Lors de la mission, il n'a pas été possible d'analyser la qualité de ces plans et les personnes consultées n'en ont pas fait référence dans leurs interventions lorsqu'elles mentionnent les interventions du projet.

3.2.3. Conclusion et niveau d'appréciation

L'efficacité du projet est de niveau 4 – Plutôt satisfaisant

Les données disponibles en rapport avec les indicateurs de l'objectif spécifique existent au niveau national (programme Tubehoneza) et non sur la zone du projet. Bien que les cibles soient atteintes à 66,6% au niveau national, il n'est pas possible d'en dégager le taux d'atteinte au niveau projet.

Pour les résultats, 77% des indicateurs ne renseignent pas sur leurs niveaux d'atteinte, mais sur les niveaux d'efficacité ou d'exécution des activités. Par rapport aux indicateurs et cibles tels que définis dans le cadre logique, les cibles ont été atteints pour 57,14% des indicateurs pour le R1, 66,6% pour le R2 et de 100% pour le R3.

Au niveau de la sécurité alimentaire, le projet a permis l'augmentation de la production agricole et des rendements des exploitations des ménages, principalement à cause de la combinaison de l'adoption de quelques techniques agricoles (essentiellement le semis en ligne et l'usage raisonné des fertilisants organiques et des engrais), l'augmentation de la fumure organique (par acquisition des animaux distribués ou achetés via des crédits ASSEC) et les ASSEC sont globalement un très bon succès. Toutefois, la performance des animaux distribués n'est pas appréciable malgré le faible taux de mortalité, plusieurs interventions agricoles n'ont pas réussi (faible niveau d'adoption des pratiques agricoles promues, les semences distribuées n'ont pas toujours généré de bons rendements, la multiplication des semences n'a pas réussi, le niveau d'efficacité de la production des poussins est très faible bien qu'un des deux centres est en cours d'amélioration des performances ; la majorité des entreprises appuyées sont en cours de perfectionnement.

Le volet nutrition a connu une grande efficacité, le projet a permis de réaliser plusieurs dépistages de masse et les taux de MAG ont progressivement diminués dans toutes les communes.

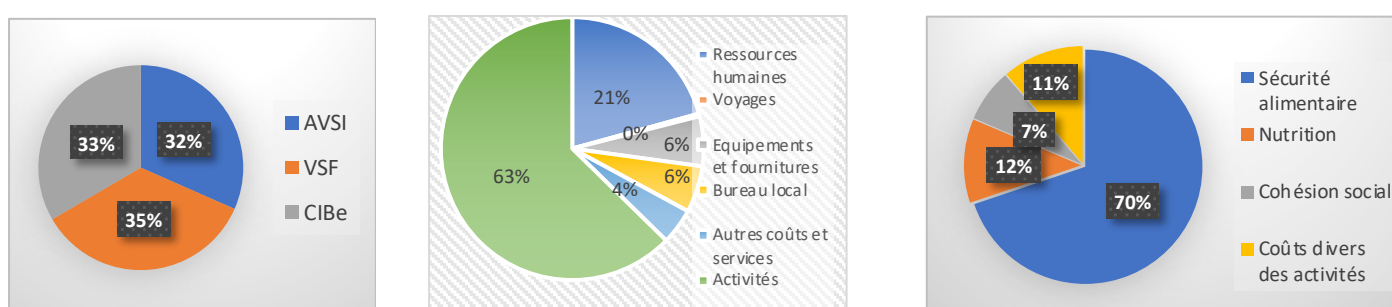
Au niveau de la cohésion sociale, (i) l'alphabétisation a été une grande réussite techniquement mais son apport en matière de cohésion sociale n'est pas démontré ; (ii) l'efficacité des leaders communautaires en matière de gestion des conflits et des VSBG est très faible.

3.3. Efficience

3.3.1. Planification de la répartition budgétaire

D'une façon générale, la répartition du budget semble être équilibrée entre les organisations membres du consortium et très logique entre les volets et activités du projet. Au sein des grandes lignes budgétaires, on constate que le budget alloué aux activités représente 63% et que le volet sécurité alimentaire représente 70% des coûts réservés aux activités. Ceci est très logique du fait que les activités les plus coûteuses notamment les fournitures de semences, d'animaux, de construction des hangars, d'entrepreneuriat, etc. se trouve dans ce volet. En outre, on trouve une certaine cohérence entre cette répartition et celle des budgets alloués aux organisations membres du consortium qui représentent 32%, 33% et 35% respectivement pour AVSI, CI.be et VSF-B. Les deux dernières ont relativement des budgets supérieurs à celui d'AVSI sont celles qui exécutent le volet de sécurité alimentaire qui coûte plus cher. Le graphique suivant montre différentes répartitions du budget.

Graphique 1 : Répartition du budget entre ONG du consortium, volets et activités



Retard et extension

Le projet a connu un retard cumulé de 12 mois, alors qu'il était planifié pour 36 mois. Les facteurs les plus importants de ce retard sont externes et sont liés surtout : (i) au lancement tardif du programme TUBEHONEZA, effectué en mai 2019 alors que le programme devait démarrer effectivement en août 2018 ; (ii) à la suspension des ONGE pour la période d'octobre à décembre 2018, suivi par le durcissement des nouvelles procédures d'octroi ou de renouvellement des agréments et visas d'établissement pour le personnel étranger ; (iii) au recrutement des ONG locales, en qualité de prestataires de services : ces ONG locales sont habituellement partenaires des ONGE membres du consortium et pour cela il fallait obtenir préalablement des autorisation de les contracter sans compétition en suivant les procédures flexibles de l'UE, et cela a pris beaucoup de temps ; (iv) à l'obligation d'obtention préalable du protocole de partenariat avec le Ministère de la Santé Publique et de Lutte contre le Sida avant le démarrage des activités de nutrition ; (v) à l'obligation du Ministère en charge de l'élevage qui a exigé de la vaccination préalable des chèvres et des porcs avant de délivrer l'autorisation de leur diffusion ; (vi) aux mesures de prévention du COVID-19 qui ont limité certains déplacement et rencontres ; (vii) à la période des campagnes électorales de 2020 qui ont perturbés le déroulement des activités sur terrain notamment celles qui exigent des rassemblements communautaires.

Pendant toutes ces périodes de retards et d'arrêt des activités, le projet continuait à payer certains coûts fixes notamment ceux relatifs aux salaires du personnel, aux frais de location des bureaux, etc.

Afin de pouvoir terminer l'exécution des activités du projet, les ONG membres du consortium ont dû demander et ont obtenu une extension d'une année (12 mois) sans budget additionnel. Cette prolongation a permis d'achever l'essentiel des activités qui restaient avant la fin de juillet 2021 mais a, en même temps, augmenté les coûts fixes au détriment des coûts affectés aux activités. C'est entre autres, pour des raisons budgétaires que les activités de cohésion sociale n'ont pas continuer dans la période de prolongation, à l'exception de l'alphabétisation.

3.3.2. Adéquation de la planification du projet par rapport à l'approche EFICC

Le projet a été planifié pour 3 ans (36 mois) alors que l'approche EFICC promue par le même projet exige au moins 8 ans pour produire des résultats. En plus, le nombre de bénéficiaires ciblés dépasse la capacité des techniciens encadreurs pour garantir un encadrement de proximité promu par cette approche. D'après les experts de l'approche EFICC, un technicien agronome ne peut pas suivre plus de 500 ménages, alors que dans le cadre du projet, un technicien agronome avait à sa charge 1000 ménages (6.000 ménages pour 6 techniciens agronomes). Tous ces facteurs ont sûrement joué sur les taux faibles d'adoption des techniques promues.

Dans le souci de respecter les principes de l'approche EFICC, mise en œuvre par CI.be, la planification de distribution des animaux d'élevage, mise en œuvre par VSF-B, a été perturbée parce que dans la démarche de l'approche l'adoption préalable de certaines pratiques de gestion de l'exploitation familiale est exigée avant l'octroi des animaux d'élevage. Cela n'a seulement retardé la mise en œuvre des activités de VSF-B mais a également occasionné des retombés sur l'augmentation des prix d'achat des animaux d'élevage, et par conséquent la diminution du nombre de têtes d'animaux distribués : le projet a distribué 86% et 94,7% des animaux prévus respectivement pour les chèvres et les porcins.

3.3.3. Inadéquation entre certains coûts engagés et les produits engendrés

Des appuis aux producteurs des semences qui n'ont pas générés des produits attendus. Cela est plus prononcé pour le maïs et la pomme de terre pour lesquels les taux les plus élevés de certification connus sont de 43% et 27% respectivement. Pour la pomme de terre, les pertes sont énormes parce que les taux moyens de conversion sont négatifs pour toutes les deux saisons appuyées, c'est-à-dire que les quantités de plançons produits et certifiés sont inférieurs à celles que le projet a fourni aux producteurs. En plus, des formations des multiplicateurs de semences sur le compte d'exploitation ont été organisée dans le dernier mois du projet (juillet 2022) alors qu'elles étaient nécessaires avant le démarrage des activités de multiplication des semences.

Des semences et matériels de plantation achetés et distribués aux bénéficiaires mais qui n'ont pas occasionné de la production escomptée. Il s'agit notamment (i) des boutures de manioc qui ont été distribuées tardivement et avaient déjà perdu leur pouvoir de régénération et dont la production est nulle ; (ii) des plants de bananier distribués tardivement en province Kayanza et dont le taux de reprise est très faible (exemple de Burarana en commune Matongo, où le taux est estimé à 16% chez les bénéficiaires rencontrés) ; (iii) des semences de maïs distribuées en deuxième tour, distribuées tardivement et de mauvaise qualité ; (iv) des plants fruitiers distribués tardivement et dont le taux de repousse est très faible dans certaines localités (exemple de la colline Ngoro en commune Gashikanwa où le taux de repousse est estimé à 3,5% pour les bénéficiaires rencontrés).

Des hangars communautaires construits en matériaux durables et qui sont sous-exploités. L'objet de ces hangars était de servir aux communautés vivant dans les collines d'intervention, particulièrement aux bénéficiaires du projet, dans le stockage et la conservation de leurs produits agricoles. Actuellement, à part que le taux d'occupation est très faible (moyenne de 23%), ils sont essentiellement utilisés par les communes (stockage du maïs achetés par le Gouvernement) et par des privés grand producteurs.

Des plans collinaires de prévention et de gestion des risques et des catastrophes qui ont été élaborés très tardivement et qui ne sont pas mis en œuvre. Lors des visites de terrain, on a senti que ces plans ne sont même pas connus par les personnes consultées.

Des vélos neufs, achetés et distribués à différents encadreurs et qui n'ont pas été utilisés. Ces vélos étaient distribués pour faciliter le travail d'encadrement par différents acteurs intermédiaires (ACSA, Moniteurs agricoles, Leaders communautaires du volet cohésion sociale, des ML) et cela été très apprécié. Cependant, ces vélos étaient de mauvaise qualité et n'ont pas fonctionné du tout. La majorité de leurs bénéficiaires (ceux rencontrés) a préféré les conservés et seulement quelques-uns (peu nombreux) ont pu payer des frais complémentaires pour les faire fonctionner (coûts variant en moyenne de 80.000 0 120.000 BIF).

Les faibles performances des centres de production des poussins. Alors qu'on a investi pour produire 36.000 poussins, à la fin du projet, on a produit 7.392 poussins (soit 20,5%). Le projet a lancé cette activité sans faire une bonne analyse sur la source des œufs qui constitue la matière première de ces centres. Actuellement, il est prévisible que le centre de Gashikanwa va bientôt fermer et les autorités communales envisagent déjà la récupération des bâtiments construits par le projet. Cependant, celui de Kayanza a un bon potentiel pour continuer.

De l'instabilité au sein des personnels en charge de la mise en œuvre du projet et qui a eu surement d'effets sur le retard d'exécution et la performance de certaines réalisations : (i) dans le volet nutrition, sur les 6 superviseurs retenus comme meilleurs au début du projet, 3 se sont désistés estimant que les niveaux de salaires ne correspondent pas aux conditions de travail et on a dû prendre 3 autres (considérés comme réservistes) ; en plus 5 sur 6 superviseurs ont démissionné avant la fin du projet ; (ii) au sein de BADEC qui met en œuvre les activités agricoles (approche EFICC), tous les contrats ont été mis fin en juillet 2021 et on a fait de nouveaux recrutements pour la période d'extension. Sur 17 personnes affectées au projet, seulement 8 ont été reconduites et c'est dans cette période que les performances de la plupart des activités sont faibles, et jusqu'au moment de l'évaluation (dernier mois du projet) beaucoup d'activités étaient en cours d'exécution.

3.3.4. Conclusion et niveau d'appréciation

L'efficience est de niveau 3 – Mitigé

La répartition du budget est équilibrée entre les organisations membres du consortium et très logique entre les volets et activités du projet, le budget alloué aux activités représente 63% et le volet sécurité alimentaire qui comprend beaucoup d'investissement représente 70% des coûts réservés aux activités. Le retard cumulé de 12 mois a été récupéré par une extension sans coûts additionnel, mais cela entraîne des coûts élevés des dépenses fixes au détriment des activités.

La planification du projet n'est pas en adéquation avec l'approche EFICC promue par le projet dans le secteur de sécurité alimentaire, en termes de durée, du nombre de bénéficiaires à encadrer par rapport aux ressources humaines disponibles.

Pour pas mal de réalisations, il y a inadéquation entre des coûts engagés et les produits engendrés. Par contre, d'autres réalisations ont eu beaucoup de répercussion à moindre coûts (nutrition et ASSEC).

3.4. Impact

3.4.1. Changements générés ou influencés par le projet

Les indicateurs d'impacts sont ceux de l'objectif global qui sont au nombre de 4 : (i) Prévalence des personnes en phase 3 et 4 d'insécurité alimentaire aiguë ; (ii) pourcentage des personnes sous seuil de pauvreté ; (iii) prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 6 à 59 mois et (iv) prévalence de la malnutrition aiguë globale. Les données disponibles sont celles du niveau national, sauf pour le deuxième qui n'en a pas. Ces données disponibles montrent que les cibles ont été atteintes seulement pour le premier indicateur et là, on ne dispose pas de données des provinces d'intervention du projet pour constater sa contribution. Cependant, pour le quatrième indicateur qui n'a pas atteint la cible au niveau du programme, dans la zone d'intervention du projet (Province Kayanza), la cible a été de loin dépassée. En effet, le taux cible pour le MAG était de 4%, le taux actuel au niveau national est de 7,1% alors que dans la province de Kayanza ce taux est de 2,8%. Ainsi, en matière de nutrition le projet a eu un impact très intéressant par rapport au programme Tubehoneza.

Compte tenu des données documentées par le projet et les témoignages des parties prenantes rencontrées sur terrain, les changements suivants ont été occasionnés par le projet ou ce dernier y a contribué.

* **Augmentation de la production et de la productivité agricole:** c'est le changement le plus raconté par les bénéficiaires partout dans les collines visitées. Certains ont témoigné avoir presque doublé les rendements de maïs et de haricot. Les facteurs les plus importants sont essentiellement : (i) l'augmentation de la fumure organique occasionnée par les animaux d'élevage, distribués par le projet ou achetés avec des crédits contractés dans les ASSEC ; (ii) l'accès aux semences, principalement achetées en utilisant les crédits contractés aux AVEC (les semences distribuées par le projet ont eu peu d'effets suite à la faible quantité, à la distribution tardive et la faible qualité pour certaines) ; (iii) amélioration des pratiques de semis (écartement, semis en ligne, techniques d'utilisation raisonnée des engrais en mélange avec la fumure organique).

* **Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans:** les données documentées par le projet à travers différents dépistages de masse dans les communes d'intervention et par après dans toutes les communes de Kayanza montrent une diminution progressive des taux de MAG. Au cours du dernier dépistage (7ème) le taux de MAG était de 2,8% pour l'ensemble de la province, ainsi le projet a contribué dans la réalisation de la cible nationale du Plan stratégique de nutrition qui est fixé à 3% à l'horizon 2023.

* Réduction des suspicions de sorcellerie dans les communautés à la suite de l'acquisition des connaissances en matière de nutrition : certains parents des enfants qui ont passé dans les FARN ont témoigné qu'ils pensaient que leurs enfants avaient été empoisonnés et faisaient recours aux sorciers, ils ont accepté d'emmener leurs enfants aux FARN par crainte de la communauté. Après la guérison de leurs enfants, ils ont finalement compris que l'alimentation n'est pas seulement une affaire de se remplir le ventre mais de savoir la qualité de ce qu'on mange.

* **Amélioration générale du pouvoir économique qui conduit à la réduction du niveau de vulnérabilité ou à la résilience:** l'effet combiné des ASSEC, de l'acquisition des animaux d'élevage et des connaissances pratiques en matière agricole ont permis à pas mal de ménages d'atteindre un certain niveau d'autonomie économique et la stabilité. D'une manière générale, les personnes rencontrées ont témoigné avoir les capacités à pourvoir eux-mêmes aux besoins de base de leurs ménages : alimentation suffisante avec au moins deux repas par jour, payer sans retard les frais scolaires et les frais de soins, acquisition des intrants agricoles, etc. Certains d'entre eux ont même parvenu à investir notamment dans l'achat des parcelles, l'amélioration de l'habitat, l'achat des animaux et l'initiation des activités génératrices de revenus. Les ASSEC constituent aux yeux de leurs membres la garantie de secours même en période de difficulté.

* **Création d'emplois:** Parmi les micro-entreprises privées appuyées et le centre de production des poussins de Muruta sont en train d'afficher de bonnes performances et sont dans la voie du professionnalisme. Ils ont déjà créé des emplois dont le nombre va augmenter certainement dans un futur avenir. Par exemple, la société « Girubuzima » qui fait la fabrication de la farine pour bouillie emploie 11 personnes en permanence et quelques autres recrutées ponctuellement en fonction des besoins ; la coopérative « Turashoboye » de

Kayanza qui fabrique différents matériels à base de la peau des animaux compte 25 artisans qui travaillent dans son atelier ; la fromagerie de Vyerwa compte 10 employés à temps plein ; le centre de production des poussins de Muruta emploie 4 personnes dont 3 à temps plein et 1 ponctuel.

3.4.2. Conclusion et niveau d'appréciation

L'impact est de niveau 3 - mitigé

Les données disponibles en rapport avec les indicateurs de l'objectif global sont du niveau national et seul le volet nutrition dispose des données au niveau provincial sur un seul des 4 indicateurs. Dans ce volet, le projet a eu un impact très important au niveau du taux de MAG (2,8%) par rapport à celui du niveau national (7,1%). La mission d'évaluation a constaté certains changements dans la vie des ménages bénéficiaires qui pourront avoir des répercussions dans leurs communautés. Il s'agit notamment de : (i) l'amélioration des rendements des produits agricoles dans beaucoup d'exploitations familiales ; (ii) l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et la réduction des suspicions de sorcellerie dans certaines localités à cause des connaissances acquises en matière nutritionnelle à travers les FARN ; (iii) l'amélioration du pouvoir économique et la réduction de l'état de vulnérabilité de pas mal de ménages membres des ASSEC et (iv) la création des emplois mêmes si c'est encore à petite échelle.

3.5. Cohérence

3.5.1. Coordination interne du projet

La coordination du consortium est assurée par un comité de suivi, composé des représentants des 3 ONGs membres du consortium et du Coordinateur du projet qui se réunissent une fois par mois. En pratique, les participants à ces réunions sont les Assistants techniques (responsables des volets) et le Coordinateur du projet, auxquels peut s'ajouter, en fonction des besoins, les représentants des organisations prestataires de services (pratiquement les coordinateurs de mise en œuvre des activités du projet). Il se réunit 1 fois par mois et en fonction des sujets à débattre, la participation peut s'élargir aux responsables des prestataires de services.

Au sein des volets, il n'y a pas de cadre de coordination établis mais il y a une communication régulière entre les Assistants techniques (staff des ONGs membres du consortium) et les coordinateurs des organisations prestataires de services ; et entre ces derniers et les techniciens de terrain chacun dans son domaine, à l'exception du volet nutrition où les techniciens et leur coordinateur (Assistant technique nutrition) se rencontrent une fois par mois pour harmoniser la planification mensuelle.

Il n'existe pas de cadre de collaboration établi entre les différentes organisations prestataires de services, qui ont mis en œuvre les activités du projet. Chaque organisation a mis en œuvre ses activités indépendamment des autres, sauf si le caractère d'activités exigeait une certaine connexion, par exemple certaines activités agricoles et l'acquisition des animaux, effectivement comme de réels prestataires de services.

Le projet ne dispose pas de manuel de suivi-évaluation et le responsable de suivi-évaluation du projet est considéré dans la pratique comme celui du volet nutrition réalisées par AVSI. Pour cela, il n'y a pas de coordination dans la gestion des données relatives à la mise en œuvre du projet. Les seules données détenues par le responsable de suivi-évaluation sont celles relatives à la nutrition et au plan de monitoring (données sur les indicateurs du cadre logique). Même les données des prestataires de services d'AVSI (CEJP et APEDEC) ne sont pas disponibles au projet, les seules informations disponibles sont celles situées dans leurs rapports.

3.5.2. Intégration de différentes interventions du projet

Dans le contexte du Burundi, il y a une grande cohérence dans l'articulation des résultats. En effet, (i) la combinaison des appuis en intrants agricoles, les activités génératrices de revenus, l'accès aux revenus et aux services d'épargne et de crédits ainsi que la réduction des risques dus aux catastrophes pourront avoir des effets sur le renforcement des principes de base de la sécurité alimentaire ; (ii) la combinaison de l'acquisition des capacités (moyens et services) par les ménages pour prévenir et soigner la sous-alimentation et l'accès aux équipements (communautaires et individuels) en eau, hygiène et assainissement pourra améliorer durablement la situation nutritionnelle dans les ménages ; (iii) les structures de médiation communautaire et la prévention des VBG peuvent contribuer efficacement à l'amélioration de la cohésion sociale au niveau communautaire. En revanche, la contribution de l'alphabétisation dans la cohésion sociale ne semble pas perceptible d'une manière directe, et dans les rapports du projet cela n'a pas été développé.

L'objectif spécifique tel que formulé ne fait que répéter les trois volets que sont les résultats du projet. Ces volets (sécurité alimentaire, nutrition et cohésion sociale) sont des facteurs importants de résilience des communautés burundaises (objectif global) à condition qu'ils soient pris ensemble d'une manière intégrée.

Les différents volets du projet ont été exécutés dans les mêmes communes et mêmes collines (complémentarité thématique) et là où il n'y a pas d'autres intervenant (complémentarité géographique). Aussi, les activités du volet sécurité alimentaire ont été réalisées d'une manière intégrée avec les mêmes bénéficiaires et leur combinaison a eu plus d'effets substantiels. Lors de la mission d'évaluation sur terrain, beaucoup de bénéficiaires ont témoigné avoir augmenté leur niveau de production à cause de la combinaison de l'élevage et l'amélioration de certaines pratiques agricoles), l'accès aux fours améliorés et aux toilettes écologiques (AKASUGA).

Cependant, il a manqué une bonne synergie entre différents volets du projet. Sur terrain, ils ont été exécutés comme s'il s'agissait de trois projets différents : (i) pas de connexion entre la nutrition et la sécurité alimentaire, à part l'intervention des agronomes dans l'aménagement des jardins potagers en faveur de quelques bénéficiaires de nutrition ; (ii) pas de connexion entre la sécurité alimentaire et la cohésion sociale à part quelques séances de sensibilisation sur les VSBG réalisées lors des distribution d'animaux ou de semences (des moments inappropriés du fait que les intérêts sont tournés vers les animaux et les semences) ; (iii) pas de connexion entre la nutrition et la cohésion sociale à part quelques séances isolées de sensibilisation sur les VSBG organisées dans certaines sessions FARN.

Même à l'intérieur des volets, certaines activités ont été mises en œuvre indépendamment les unes des autres sans connexion directe. Il s'agit notamment : (i) des activités HIMO et ASSEC réalisées dans le volet sécurité alimentaire ; (ii) des activités d'alphabétisation et de gestion des conflits / VSBG réalisées dans le même volet de cohésion sociale ; et (iii) des activités d'appuis aux entrepreneurs et les autres activités réalisées dans le volet sécurité alimentaire.

3.5.3. Collaboration avec les services techniques étatiques

Dans le cadre du projet, il n'y a pas eu de cadre organisé qui guide la collaboration avec les acteurs étatiques dans la zone du projet. Il revenait à chaque organisation d'organiser cette collaboration en fonction de sa convenance. Ainsi, le niveau de collaboration dépend d'une organisation à une autre bien qu'exécutant le même projet.

Au niveau de l'UCODE-AMER qui a mis en œuvre les activités d'élevage, la collaboration avec le BPEAE a été régulière et à différents niveaux : provincial avec le chef de service « Production animale », communal avec le Vétérinaire communal et les vétérinaires de zones concernées, et niveau collinaire avec les ACSA. Tous les vétérinaires rencontrés ont confirmé la collaboration et sont bien informés de tous les détails du volet élevage.

Au niveau de BADEC qui a mis en œuvre les activités agricoles, la collaboration avec les BPEAE est plus ressentie au niveau provincial et collinaire. Les responsables des services « production végétale et formation / vulgarisation » ont régulièrement participé dans les processus de distribution des semences et les moniteurs agricoles (au niveau des collines) ont régulièrement participé dans l'encadrement des bénéficiaires en complément aux paysans relais. Cependant, les techniciens agronomes communaux et des zones n'avaient pas de rôles clairs à jouer et ont peu d'information sur les réalisations sur terrain. Cependant, les moniteurs agricoles étaient très bien impliqués dans le suivi-encadrement des bénéficiaires.

Au niveau d'AVSI qui a mis en œuvre le volet nutrition, la collaboration avec les différentes structures du secteur de santé (en charge de la nutrition) a été régulière. Tous les responsables à différents niveaux (province, district sanitaire, centre de santé et ASC) ont participé pleinement dans la mise en œuvre de toutes les activités de nutrition et disposent des informations du projet. Des réunions sectorielles provinciales sont organisées trimestriellement et AVSI y est conviée comme un des acteurs clés dans la province de Kayanza.

Au niveau de la CEJP, il y a eu collaboration avec les leaders du CDFC du niveau collinaire, qui ont participé pleinement dans la mise en œuvre des activités dans leurs collines respectives. Cependant, il n'y a pas eu de collaboration avec les niveaux provincial et communal du CDFC en charge des questions de cohésion sociale, y compris les VSBG. Les responsables de CDFC qu'on a rencontré au niveau provincial et communal ne sont pas au courant des activités du projet dans leurs circonscriptions respectives. La CEJP ne participe même pas dans des réunions sectorielles au niveau provincial.

Au niveau de l'APEDEC en charge de l'alphabétisation, une collaboration a été établie avec les DCE (Direction Communale de l'Éducation) et les écoles où se sont déroulées les séances d'alphabétisation. Cependant, l'alphabétisation ne fait pas partie des missions de ces structures mais sont sous la responsabilité du CDFC. Ce dernier dispose d'ailleurs des réseaux d'alphabétiseurs bien formés sur l'alphabétisation fonctionnelle basée sur l'approche REFLECT (promue par le projet) à travers différentes collines, y compris celles d'intervention du projet.

3.5.4. Conclusion et niveau d'appréciation

La cohérence est de niveau 3 - Mitigé

Existence d'un comité de suivi entre les représentants des ONGs membres du consortium mais pas de cadre de coordination entre les différentes organisations prestataires de services, bien qu'ayant des facilités de communication (un seul bureau pour tout le personnel), absence de coordination dans la gestion des données du projet et pas de manuel de suivi-évaluation.

On note une grande cohérence dans l'articulation des résultats et une bonne complémentarité thématique et géographique. Cependant, on déplore un manque de synergie dans la mise en œuvre sur terrain : les volets sont exécutés comme si c'étaient des projets différents, même à l'intérieur des volets, pas mal d'interventions sont déconnectées.

Il n'y a pas de cadre organisé qui guide la collaboration avec les acteurs étatiques, certaines organisations ont très bien collaborés, d'autres non.

3.6. Durabilité

La durabilité repose essentiellement sur l'appropriation des acquis du projet par les institutions sectorielles locales et sur l'autonomisation ou la capacité des structures promues.

3.6.1. Appropriation des acquis par les institutions sectorielles locales

- **Composante sécurité alimentaire:** les acquis de la composante sécurité alimentaire devaient être récupérés par les BPEAE qui en ont la responsabilité institutionnelle. Il a été constaté que le volet élevage est bien appropriée par les services de production animale, il existe un réel circuit de suivi et contrôle de la chaîne de solidarité mise en place ; par pour le volet agriculture, il n'y a pas d'engagement déjà pris par les services concernés.
- **Composante nutrition:** un engagement est réel pris au niveau du BPS de Kayanza et les BDS concerné. Lors de la mission sur terrain, un dépistage de masse était déjà en cours sur initiative de ces services et sans financement extérieur, évidemment le rythme de ces activités pourra être ralenti par l'insuffisance de moyens financiers. En plus, le travail des ML à travers les FARN fait partie actuellement des critères d'évaluation pour le paiement des performances appliqués au sein du Ministère de la Santé Publique de Lutte contre le Sida
- **Composante cohésion sociale:** les acquis devaient être récupérés par les CDFC mais, comme déjà mentionné, ils n'ont pas été associés à la mise en œuvre du projet et ne sont pas au courant des réalisations.

3.6.2. Autonomisation/ capacité des structures promues

Dans la stratégie de mise en œuvre, le projet a formé et encadré des acteurs intermédiaires et mis en place des structures locales qui ont été au centre de l'encadrement des bénéficiaires et de la réalisation des activités dont les capacités sont analysées ci-après.

- **Les agents villageois:** ils ont été identifiés localement dans les collines d'intervention qui ont été formés et bien encadrés ; l'analyse faite sur le fonctionnement des ASSEC a prouvé leurs compétences et pourront d'une manière ou d'une autre continuer à faciliter des groupes initiés ou d'autres qui pourront naître. Des expériences acquises dans d'autres projets ont montré que les communautés sont capables de convenir avec ce genre d'experts locaux des modalités de récompenses et ce qui sont intègres peuvent continuer à travailler et à être payés par les communautés.
- **Les ML (Mamans Lumières):** sur terrain, il a été également constaté que les ML sont généralement très bien outillées en connaissances. En plus, elles ont une grande fierté d'exercer, ce qui leur donne un statut social important au niveau communautaire. Pour la continuation de leur travail, elles font face à deux contraintes majeures : la disponibilité des aliments et le temps qu'une cession FARN exige. Ces deux facteurs sont partiellement résolus par l'engagement des chefs de collines à faire la collecte communautaire des vivres et la prise en compte du travail des ML parmi les critères de financement des performances. Ainsi, les ML ont la potentialité de continuer à travailler mais avec un rythme relativement moins soutenu.
- **Les ACSA:** globalement, ils ont acquis des compétences confirmées et sont intégrées dans le réseau des vétérinaires comme des prestataires de services privés. Leurs actes sont régulièrement sollicités par les éleveurs, y compris ceux du petit bétail et sont payés par les bénéficiaires de leurs services. Leur continuité est garantie.
- **Les paysans relais:** ils ont été renforcés dans l'amélioration des techniques agricoles et la majorité en ont fait l'expérience. Les compétences acquises vont certainement continuer à être appliquées dans leurs exploitations et servir de modèles. Cependant, il ne sera pas facile de prendre des initiatives pour continuer à faire l'encadrement comme ils le faisaient pendant la phase du projet. Toutefois, on

a eu quelques témoignages des agriculteurs qui sollicitent actuellement des conseils aux techniciens. Les relais communautaires sont potentiellement adaptés et disposés à répondre à ce genre de sollicitation, et ils sont plus disponibles et très proches des communautés que les moniteurs agronomes.

- **Les comités de chaînes de solidarité communautaire:** ces comités sont chargés de veiller à la santé des animaux distribués et de gérer les transferts entre les membres des communautés. Les chaînes de solidarité communautaire ont été pleinement appropriées par les services des BPEAE et par l'administration. Il existe déjà un mécanisme de suivi, de contrôle et de rapportage de la base jusqu'à la province. C'est quelque chose qui va continuer sans contrainte et d'une manière autonome et efficace.
- **Les CGH (Comité de gestion des hangars):** comme déjà mentionné, les CGH sont très fragiles pour deux raisons majeures : (i) la majorité des membres de ces comités sont très éloignés des hangars et ces membres et les organisations dont ils représentent n'ont pas d'intérêts à ces hangars ; (ii) les charges de fonctionnement des hangars devaient provenir des redevances issues des quantités stockées. Or, ces quantités sont très faibles et ne permettent pas de générer des recettes suffisantes pour assurer l'autofinancement. Il est fort probable que ces comités ne continuent pas et que les hangars soient récupérés par les communes.
- **Les producteurs de semences:** il a été constaté que les taux de certification des semences ont été toujours très faibles alors qu'ils étaient appuyés par le projet en acquisition des semences de qualité et dans la facilitation d'accès et de déplacement des experts de l'ONCCS. Dans ces conditions, les multiplicateurs de semences n'ont pas eu de bénéfices financiers et rencontreront des difficultés à continuer le travail de multiplication de semences malgré la création de leur réseau avec l'appui du projet. Il n'est pas logique de croire qu'ils développeront des performances qu'ils n'ont pas eues quand qu'ils étaient appuyés.
- **Les centres de production des poussins:** comme déjà développé dans la partie efficacité, le centre de Muruta a toutes les potentialités de continuer le travail. Malgré les contraintes qui existent toujours en rapport avec l'indisponibilité des œufs et les coupures d'électricités, le centre s'autofinance et enregistre déjà quelques bénéficiaires. En plus, les jeunes entrepreneurs qui gèrent le centre sont très engagés et ont une vision long terme, y compris l'acquisition de leurs propres parcelles qui soient assez vastes pour développer leur propre poulailler et garantir une grande production et de qualité. Cependant, le centre de Gashikanwa semble ne pas avoir des capacités à continuer. Il affiche de très faibles performances et visiblement l'activité est déjà au ralenti.
- **Les leaders communautaires (cohésion sociale):** d'après les informations du terrain, les groupes des leaders communautaires tel que constitués n'existent plus sur terrain. Ainsi, les activités de sensibilisation ne se font plus mais chacune des catégories qui constituaient ces groupes continue son travail d'écoute et de médiation d'une manière ou d'une autre. Les leaders paroissiaux continuent leur travail dans le cadre des commissions paroissiales justice et paix, les leaders collinaires du CDFC continuent leur travail comme ils le faisaient avant le projet et les couples « Abatangamuco » même.
- **Les alphabétiseurs:** le projet a utilisé des enseignants des écoles formelles des collines d'intervention comme des prestataires de services (payés à la tâche). Pour le moment, ils ne continuent pas à alphabétiser mais ils ont acquis les connaissances sur la méthodologie REFLECT et sont toujours disponibles. Ils constituent des ressources potentielles pour des projets futurs. Seulement, ils ne sont pas reconnus par les CDFC qui sont responsables de l'alphabétisation et qui disposent d'un grand réseau d'autres alphabétiseurs.

3.6.3. Conclusion et niveau d'appréciation

La durabilité est de niveau 4 – Plutôt satisfaisant.

Certaines réalisations du projet ont été bien appropriées par des institutions étatiques locales et sont dans la bonne voie de continuation. C'est le volet nutrition (dépistage de masse) et la gestion des chaînes de solidarité des animaux distribués. Pour les autres interventions, il n'y a pas d'appropriation institutionnelle. La plupart des structures / acteurs intermédiaires mis en place ont été suffisamment formés et responsabilisés qu'ils vont continuer à opérer à des degrés divers. Il s'agit : (i) des agents villageois pour les ASSEC ; (ii) des ML pour le volet nutrition ; (iii) des ACSA et les comités de chaîne de solidarité communautaire pour le volet élevage ; (iv) des paysans relais pour le volet agriculture ; et (v) un centre de production des poussins. Cependant, d'autres structures ou acteurs mis en place n'ont pas pu développer des capacités pouvant leur permettre de continuer après projet. Il s'agit de : (i) des comités de gestion des hangars ; (ii) des multiplicateurs des semences, (iii) leaders communautaires et les alphabétiseurs du volet cohésion sociale et un centre de production des poussins.

3.7. Valeur ajoutée

3.7.1. Innovations dans divers secteurs

Dans ce paragraphe, on développe des réalisations du projet qui se sont montrées innovantes dans le contexte local de la zone d'intervention, qui ont été un succès ou en cours de l'être. Celles qui ont été relevées lors de l'évaluations sont les suivantes :

Dans le secteur de l'agriculture: la pratique de fabrication de la fumure organique par compostage était inconnue, bien qu'elle n'ait pas été suffisamment adoptée.

Dans le secteur de l'élevage: (i) l'introduction des centres de production des poussins avec des couveuses en matériels locaux fabriqués par des Burundais. Bien que cette activité n'ait pas encore eu de succès par manque d'œufs appropriés, elle est très appréciée et a de bonne potentialité à se développer dans les provinces de Ngozi et particulièrement de Kayanza ; (ii) l'introduction de la vaccination du porc contre trois maladies (le Rouget du porc (Erysipelas), la maladie d'Aujeszky (Pseudorage : PRV) et la parvovirose du porc) dans les deux provinces de Ngozi et Kayanza. Jusque-là, la vaccination du porc était inconnue pas seulement dans les deux provinces, mais également dans le pays. D'après une étude réalisée par le projet, les résultats de cette vaccination sont très positifs.

Dans le secteur de l'assainissement: l'introduction des toilettes écologiques (AKASUGA) qui n'étaient pas connues et qui est très appréciée par les usagers. Il aurait été davantage plus avantageux si on les avait installées longtemps avant pour pouvoir expérimenter l'usage des urines comme fertilisants avant la clôture du projet.

Dans le secteur des finances rurales: les groupes d'épargnes et de crédits existaient déjà avant le projet, mais la méthode de fonctionnement promue par le projet a été jugée nouvelle, plus transparent et plus sécurisant pour les membres, notamment à cause des séances de formations préalables avant le début des opérations, la tenue des réunions qui sont toujours des assemblées générales et les outils de gestion, qui permettent à chacun de connaître sa situation financière à chaque réunion.

Dans le secteur nutrition: la mobilisation des autorités locales, notamment les chefs de colline, pour la collecte des aliments auprès des communautés en faveur des FARN a été très innovante. C'est la première fois que cela se fasse dans la zone d'actions et, bien que cette pratique n'ait pas permis d'avoir toutes les quantités nécessaires, elle a fortement contribué dans le fonctionnement des FARN et l'appropriation de la prise en charge communautaire.

Dans le secteur de l'énergie: l'introduction des foyers améliorés : dans certaines localités, il y a eu introduction des fours mobiles par « Tubura » et des foyers améliorés par le PRODEFI et PAIVA-B, mais le modèle promu par le projet est innovant et plus utile : il permet de mettre sur feu deux casseroles à la fois, dispose d'une voie d'évacuation des fumées à l'extérieur de la maison sans contaminer l'intérieur, garde la chaleur pendant longtemps comme un vrai four et permet une cuisson lente qui donne un meilleur goût aux aliments.

3.7.2. Conclusion et niveau d'appréciation

La valeur ajoutée est de niveau 5 – Satisfaisant.

Pas mal de réalisation du projet se sont montrées innovantes dans le contexte local de la zone d'intervention. Il s'agit de : (i) la fabrication de la fumure organique par compostage bien qu'elle n'ait pas été suffisamment adoptée ; (ii) l'introduction de deux centres de production des poussins dont un est en train d'afficher de bonnes performances ; (iii) l'introduction des toilettes écologique « AKASUGA » ; (iv) le modèle de gestion des ASSEC jugé plus transparent et sécurisant pour leurs membres ; (v) la mobilisation des autorités locales dans la mobilisation des aliments pour les FARN et (vi) le modèle des fours améliorés qui économise le bois tout en évacuant les fumées à l'extérieur de la maison sans contaminer son intérieur.

3.8. Conclusion

Le projet est jugé très pertinent, il s'aligne aux politiques et stratégies nationales du Burundi et aux plans communaux de développement communautaires, élaborés sur base des consultations des populations de toutes les collines.

Le projet est assez efficace, la majorité des activités ont été mise en œuvre et pas mal de produits ont été constatés notamment en matière d'amélioration des rendements, de la réduction des taux de malnutrition aiguë globale et de pouvoir économique à travers des ASSEC.

L'efficience du projet est mitigée, certaines réalisations ont eu des produits escomptés tandis que pour d'autres, les coûts financiers engagés n'ont pas engendré des produits escomptés.

L'impact est aussi mitigé, le projet a duré très peu de temps par rapport à la logique d'intervention et au dernier mois du projet, certaines activités étaient toujours en exécution et il est trop tôt de parler d'impact. Toutefois quelques effets positifs ont été observés, avec des tendances à perdurer.

La cohérence est mitigée. Le projet tel que planifié a une grande cohérence dans l'articulation des volets et avec une bonne complémentarité thématique et géographique. Toutefois, il n'y a pas eu assez de synergie lors de la mise en œuvre, c'est comme si on a exécuté trois projets différents. La collaboration avec les services techniques étatiques n'a pas été planifiée et dépendait de la façon de faire de chaque organisation : certaines ont collaboré efficacement, d'autres partiellement et d'autres pas du tout.

La durabilité est relativement encourageante, la plupart des structures et des acteurs intermédiaires mis en place ont des capacités et de la volonté à continuer. Certaines institutions locales se sont approprié les réalisations du projet (volet élevage et nutrition). Malheureusement certains courent un grand risque de ne pas continuer après projet.

Un des grands succès du projet repose sur ses innovations dans le contexte local de sa zone du projet. Pas mal de réalisations ont été jugées nouvelles ou sont réalisées avec des approches plus rentables que ce qui sont déjà connues.

Le tableau suivant résume les niveaux d'appréciation du projet à travers les critères d'évaluation.

Critère d'évaluation	Niveau d'appréciation
Pertinence	Niveau 5 - Satisfaisant
Efficacité	Niveau 4 – Plutôt satisfaisant
Efficience	Niveau 3 – Mitigé
Impact	Niveau 3 – Mitigé
Cohérence	Niveau 3 – Mitigé
Durabilité	Niveau 4 – Plutôt satisfaisant
Valeur ajoutée	Niveau 5 - Satisfaisant
Moyenne pour le projet	Niveau 4 – Plutôt satisfaisant

3.9. Leçons apprises

- **La production à grande échelle des poussins avec des couveuses fabriquées artisanalement par des Burundais est possible.** Le centre de production de Muruta est en train de prouver cette possibilité, malgré différentes difficultés rencontrées (insuffisance des œufs de qualité, espace insuffisant, coupure d'électricité, etc.), il a atteint les taux normaux d'éclosion (70 – 80%) et parvient à l'autofinancement et la génération de petits bénéfices.
- **Les activités réalisées d'une manière intégrée (dirigées vers les mêmes communautés et les mêmes ménages) sont plus susceptibles de provoquer plus de changements.** Les bénéficiaires ayant reçus tous les paquets (encadrement technique, accès aux animaux, accès aux semences, ASSEC, etc.) ont développé plus de capacités économiques et de résilience. La combinaison des approches EFFIC et ASSEC, associées à une bonne éducation nutritionnelle et civique (cohésion sociale, respect des droits de l'homme, y compris la lutte contre les VSBG, etc.) peut avoir des transformations communautaires très importantes vers leur autonomie économique et sociale.
- **Le respect des principes (ou conditions) des approches promues est une condition essentielle au succès du projet:** dans le cadre du projet, les principes de base de l'approche EFICC n'ont pas été respectés et malgré son appréciation elle n'a pas permis d'atteindre les résultats tels que souhaités. Le temps du projet de 3 ans n'est pas adapté aux exigences de l'EFICC (il faut normalement 8 ans en 2 phases dont 5 ans minimum pour la première phase), le nombre de ménages cibles (6.000) n'est pas adaptée, le ratio de technicien agronome par rapport au nombre d'exploitants n'était pas adapté (1000 ménages / technicien alors qu'il fallait au maximum 500 ménages / technicien). Pour les projets futurs, il faudra en tenir compte.
- **L'approche ASSEC est un outil efficace de changement d'autonomisation et d'éducation communautaire:** en général, là où les ASSEC sont efficaces, leurs membres n'ont plus la mentalité « d'attentisme » mais prennent leur destin en main et s'engagent à se développer eux-mêmes sur base de leurs propres moyens. Les membres des ASSEC se sont acheté des animaux d'élevage (chèvres et porcins) sans attendre ceux octroyés par le projet, et d'après les témoignages de terrain, les animaux achetés se portent mieux en termes de santé et de reproduction ; aussi, beaucoup sont ce qui se sont acheté des semences.
- **La concordance de la nature du projet à sa durée et à la quantité des réalisations conditionne son succès:** le projet tel que conçu est un projet de développement qui visent le changement de comportements, des habitudes et des pratiques. Tous ces changements exigent beaucoup de temps d'apprentissage, d'expérimentation et de coaching. Or le projet avait une durée très courte (3 ans) avec une quantité énorme d'activités et qui touchent beaucoup de domaines et d'espace, et faisant intervenir beaucoup d'acteurs. Dans le contexte pareil, les équipes du projet courent avec le temps pour achever la mise en œuvre des activités planifiées et n'ont pas le temps matériel suffisant de tirer des leçons, capitaliser les succès ou les échecs et mettre à l'échelle les bonnes pratiques. C'est un projet de développement qui a été planifié comme un projet humanitaire. Il est, en effet, utile de procéder par étapes et ne pas considérer comme acquises des solutions techniques / économiques qui n'ont pas pu faire leurs preuves localement : la simple réalisation d'investissements ou d'activités ne règle pas le problème de l'opérationnalité des initiatives créées qui demande (après l'effort initial) un accompagnement de longue haleine.
- **Il n'est pas facile de réussir dans le secteur semencier en appuyant un seul maillon de la chaîne:** il n'est pas rentable d'appuyer la multiplication des semences commerciales comme on a fait dans le cadre du projet si on n'est pas connecté avec tout le circuit du secteur (production des prébases et des bases).

3.10. Recommandations

Étant donné que le projet est en train de clôturer, il n'est pas nécessaire de faire des recommandations pour des changements ou améliorations de ce projet sous-évaluation. Les recommandations suivantes sont adressées pour la formulation et la mise en œuvre des projets futures.

- **Intégration effective des interventions ayant comme point d'entrée les ASSEC:** tous les trois volets du projet (sécurité alimentaire, nutrition, cohésion sociale) sont importants et ensemble constituent un grand facteur de résilience communautaire. On recommande de continuer dans cette logique pour des projets futures. Toutefois, pour s'attendre à des changements réels, il faut que ces volets soient réalisés ensemble et d'une manière intégrée (dans les mêmes localités, pour les mêmes communautés et pour les mêmes bénéficiaires). Plus concrètement, on recommande de bâtir tout sur les groupes ASSEC : dans une communauté, commencer à initier des ASSEC et de les encadrer correctement, et puis introduire d'autres volets progressivement après au moins le premier cycle : (i) introduire l'approche EFICC à travers les ASSEC (choisir un paysan relais par ASSEC pour encadrer les membres de son groupe), Il ne sera pas nécessaire de fournir des biens (semences, animaux, etc.) mais de donner des formations et de les orienter comment et où ils peuvent s'approvisionner en bons intrants ; (ii) introduire la prise en charge communautaire de la nutrition à travers les ASSEC (choisir et former les ML à l'intérieur des groupes) et (iii) introduire les aspects de cohésion sociale à travers les ASSEC (le groupe ASSEC devient un cadre de dialogue, de réflexion et de gestion des conflits) ; (iv) mettre en réseau les ASSEC de la même colline et les accompagner à travailler ensemble, à mener des réflexions sur les problèmes de leurs collines respectives, d'analyser les solutions possibles et leur capacités à y contribuer (notamment la gestion des risques des catastrophes, la contribution pour la prise en charge de la malnutrition communautaire, etc.).
- **Afin de renforcer la responsabilité et la redevabilité, il serait plus rentable qu'une seule organisation intervienne dans une localité et sur les mêmes bénéficiaires:** psychologiquement, l'intervention de plusieurs personnes chez un même bénéficiaire peut être un facteur de déstabilisation et de désorientation. Les organisations membres d'un consortium devraient se convenir un mode de gestion du projet pour garder le niveau acceptable de complémentarité des expertises mais en veillant à ce qu'il n'y ait pas plusieurs intervenants chez un même bénéficiaire.
- Pour les zones d'intervention, il serait plus productif de **considérer la commune comme unité géographique**, c'est-à-dire, si on intervient dans une commune, il vaut mieux couvrir toutes ses collines au lieu de travailler dans plusieurs communes avec quelques collines par commune, si non les communes ont des problèmes de gérer ou de mobiliser dans les mêmes conditions les collines appuyées et celles qui ne le sont pas. Il est aussi plus efficace de travailler dans plusieurs collines des mêmes communes plutôt que dans le même nombre de collines éparpillées dans plusieurs communes.
- Autant qu'il sera permis au niveau politique / coopération, il sera plus rentable **d'impliquer avec un niveau de participation suffisant dans toutes les étapes du projet (planification, exécution et suivi-évaluation) les ressources des secteurs étatiques disponibles.** Comme on l'a vu, il existe du personnel étatique qualifié dans chaque secteur d'intervention et à tous les niveaux (jusqu'à la colline). Cependant, par manque de moyens, ce personnel est sous-employé.



People for development

AVSI Foundation in Burundi

Bujumbura HQ Office
Av. Mpotsa 11, Kabondo 3307
Bujumbura, Burundi
Tel: +257 22252579